

Le paradigme pakistanais

Jean-Luc Racine¹

Plus peuplé que la Russie ou le Japon, deuxième État musulman du monde par sa population après l'Indonésie, le Pakistan – 170 millions d'habitants – est un vivant paradoxe : sa genèse a été pleine de promesses, mais depuis qu'il existe, le pays va de crise en crise, tout en rêvant de puissance. Il s'est créé lors de la décolonisation de l'Empire britannique des Indes sur une idée incertaine au départ, mais qui prit corps avec rapidité : les musulmans du sous-continent, minoritaires à l'échelle de l'Inde tout entière, devaient disposer de leur propre État, pour jouir de l'indépendance et de la liberté, dans les territoires de l'Empire finissant où leur confession était majoritaire. Dans l'épopée que fut cette création arrachée au forceps aux leaders du mouvement nationaliste indien, le Pakistan se voulait terre promise, et ceux qui le rejoignirent, sans être nés sur son sol, prirent le nom significatif de *mohajirs*, de l'arabe *muhâjirun*, qui désigne les premiers compagnons du Prophète, qui migrèrent avec lui de La Mecque à Médine.

L'islam – un islam modéré – devait donc être le ciment de la nation, et qu'importait si, pour respecter le principe des territoires où les musulmans étaient majoritaires, cette nation une se donnait un État en deux parties : Pakistan occidental centré sur l'Indus, et Pakistan oriental calé sur une bonne part du delta du Gange et du Brahmapoutre, à plus de 2000 kilomètres de là. On sait ce qu'il en advint : fruit de la partition de l'Inde, le Pakistan bicéphale fut lui-même démantelé par une seconde partition, quand sa partie orientale fit sécession pour devenir en 1971 le Bangladesh, avec l'appui de l'armée indienne.

Au-delà de cette sécession sanglante, qui témoignait d'une crise structurelle des institutions politiques et de l'idéologie nationale, l'histoire du Pakistan n'a pas été

1. Directeur de recherche CNRS, Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'EHESS. Directeur scientifique de la Fondation Maison des sciences de l'homme.

HÉRODOTE

à la hauteur des espérances initiales, et le rêve, pour beaucoup, s'est révélé amer, pour reprendre la formule d'un haut fonctionnaire dressant à la fin des années 1990 un bilan de cinquante ans d'existence du pays [Khan, 1997]. Les choses, depuis, se sont dégradées, et le Pakistan de 2010 fait face, tant bien que mal, à de graves défis internes : expansion de l'islamisme combattant et du terrorisme, crise économique et énergétique, catastrophes naturelles récurrentes, société bloquée au profit d'élites prédatrices, fragilité des gouvernements civils. Le déficit d'image est plus grand encore à l'étranger, et si la communauté internationale a monté en 2008 un consortium d'aide au pays après le départ forcé du régime militaire du général Musharraf, sous le titre prometteur des « Amis du Pakistan démocratique », le revers de la médaille n'en est pas moins toujours commenté, sous les militaires comme sous les civils, dans des ouvrages dont les titres cultivent au fil des ans l'idée du péril : le Pakistan au bord de l'abîme [Ahmed *et al.*, 2000 ; Baxter, 2004], sa dérive vers l'extrémisme [Abbas, 2005] et, pour reprendre une formule de Barack Obama parlant de ses zones tribales, « le plus dangereux lieu du monde » [Gul, 2010]. Au risque de la caricature, tout cela construit une image où se croisent, dans un jeu de représentations mortifères, Al-Qaida, les talibans, le nucléaire, et la collusion entre mollahs et militaires [Haqqani, 2005]. La mollesse de la réponse initiale de l'opinion internationale aux appels à l'aide d'urgence, face aux catastrophiques inondations de l'été 2010, en dit long à cet égard.

Pour autant, le Pakistan est-il en voie de devenir un État failli ? Rien n'est moins sûr, car le moindre de ses paradoxes n'est pas qu'y coexiste une interrogation perpétuelle sur la fragilité de la nation et de son système politique – on parle parfois de crise existentielle –, et l'expression d'un vigoureux nationalisme. Peut-il vraiment y avoir un nationalisme sans nation ? La question ainsi posée [Jaffrelot, 2002] n'appelle qu'une réponse, celle donnée par un ancien ambassadeur de France dans le pays : « Et pourtant, le Pakistan existe » [LaFrance, 1999, p. 117]. Faux paradoxe, en vérité, car c'est la récurrence des problèmes et la fragilité du pays qui nourrissent cette affirmation de soi, parfois virulente et prompte à dénoncer, derrière chaque problème, la « main de l'étranger ». Une propension qui n'a fait que s'accroître avec la « guerre contre le terrorisme » lancée dans l'Afghanistan voisin par George W. Bush au lendemain du 11 Septembre, puis par la conceptualisation de l'« AfPak » – le continuum afghano-pakistanaï – mise en avant dès le début de la présidence Obama [Racine, 2009]. Au cœur d'un débat récurrent et d'une relation difficile entre Washington et Islamabad, s'ancre l'idée d'un double jeu du Pakistan, agissant contre des éléments d'Al-Qaida, mais préservant son influence sur les talibans qu'il avait aidés à conquérir l'Afghanistan en 1996. Ce double jeu répond à une logique qu'on peut aisément déchiffrer, mais qui n'est pas sans risque grave pour le Pakistan même. L'instrumentalisation de l'islamisme armé a montré ses limites dès 2003, quand le général Musharraf a

Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

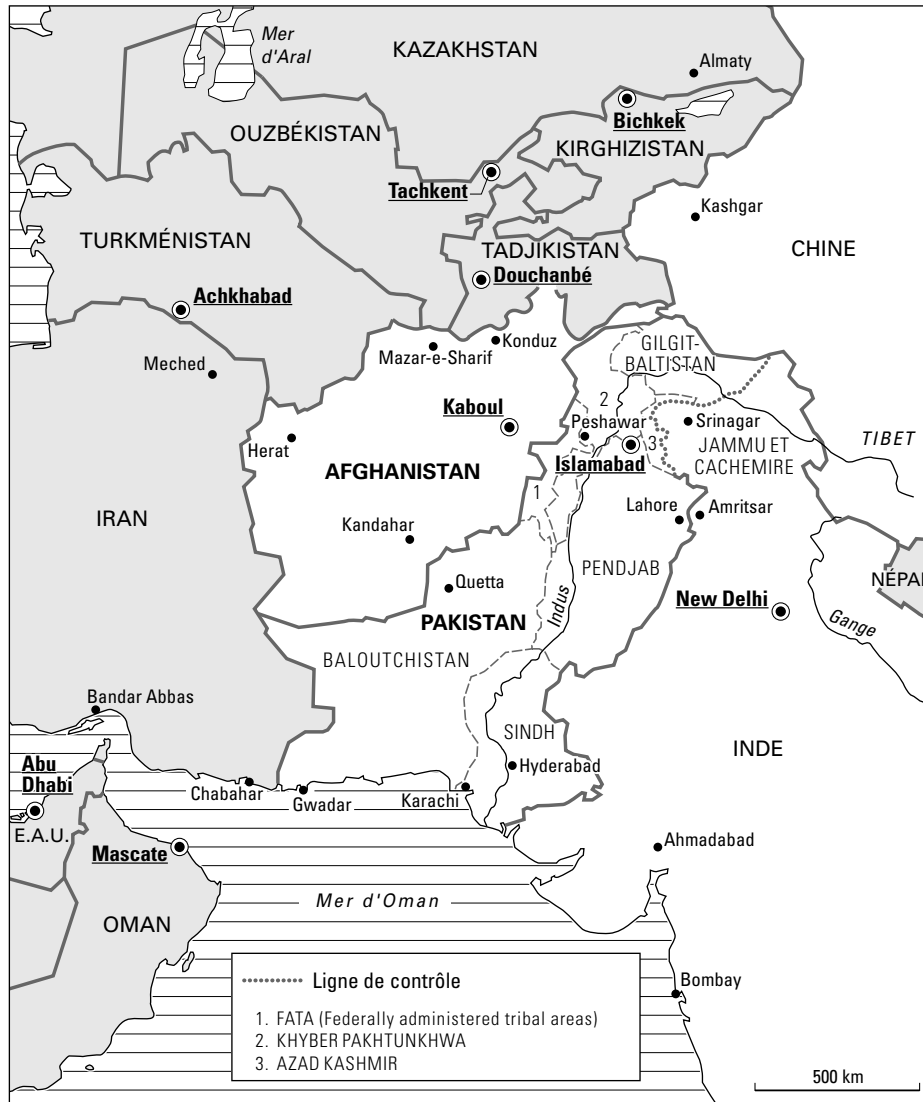
commencé à infléchir sa politique indienne : les attentats qui l'ont visé ont manifesté une première rupture au sein des milices soutenues par l'appareil d'État, dont certaines ont fini par se retourner contre lui.

Depuis, l'insurrection a enflammé les zones tribales de la frontière et la vallée de Swat, tandis que les attentats-suicides se sont multipliés dans les grandes villes, contre des cibles diverses : grand public, leaders politiques, sites militaires d'une part, cibles religieuses d'autre part. Pensé au Pakistan, l'attentat meurtrier de Mumbai, en 2008, a aussi fait capoter le dialogue indo-pakistanaï engagé depuis 2004. Mais le Pakistan a beau devenir la proie d'un grave terrorisme interne, l'armée continue de définir l'Inde comme étant une menace structurée. Le paradigme stratégique traditionnel est donc toujours la référence, alors même que l'armée mène de dures opérations contre *certain*s groupes islamistes radicaux.

On observe donc, encadrés par le paradigme d'ensemble, deux jeux emboîtés, conduits par les militaires et leurs services spéciaux. Le premier porte sur les relations avec les milices radicales pakistanaïses ou afghanes, certaines combattues, d'autres soutenues, d'autres préservées en dépit des risques qu'elles portent pour le pays. Le second jeu, qui peut aussi être perçu comme un double jeu, relève de la grande stratégie et implique donc, au premier chef, les États-Unis, mais aussi, plus discrètement, la Chine. Ce second jeu n'est que la forme contemporaine du « grand jeu » conduit à la fin du XIX^e siècle par l'Empire britannique et l'Empire russe, et redéfini dans les années 1980 par l'empire soviétique et l'empire américain : il a pour terrain central l'Afghanistan, mais aussi, de plus en plus, le continuum afghano-pakistanaï, l'AfPak. Cet emboîtement aboutit à un autre paradoxe : supposé être en première ligne dans la guerre contre le terrorisme, le Pakistan est aussi un des hauts lieux du circuit terroriste international, comme l'ont rappelé entre autres les parcours du Britannique Richard Reid, le « *shoe bomber* » de 2001, et de deux citoyens américains d'origine pakistanaïse, David Headley, impliqué dans les attentats de Mumbai de 2008, et Faisal Shahzad, auteur de l'attentat manqué de Times Square, en mai 2010.

Pour tenter d'y voir plus clair et pour analyser les logiques qui expliquent le pari (ou l'aveuglement) que représente le maintien du paradigme stratégique pakistanaï classique ouvert sur les voisins, alors que la maison brûle, on peut suivre quelques pistes. La première impose de revenir sur l'acte fondateur, la partition de l'Empire, et sur ses suites. Car c'est bien là, dans l'échec de la relation bilatérale indo-pakistanaïse, que s'est développé le cœur du paradigme stratégique, qui n'a eu de cesse de se garder sur deux flancs, ou d'y intervenir : l'« ennemi » indien d'un côté, et de l'autre le voisin afghan. Pour mieux contenir le premier, il fallut se garantir du second, d'autant que l'un et l'autre menaçaient l'intégrité territoriale du Pakistan rêvé : le « k » de Pakistan y intégrait le « Kashmir », le « a »,

CARTE 1. – LE PAKISTAN DANS SON CONTEXTE RÉGIONAL



Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

sans y intégrer l’Afghanistan, symbolisait pourtant l’« afghani », c’est-à-dire les terres pachtounes du Pakistan, que Kaboul rechignait à reconnaître.

Dans ce rapport difficile à l’Afghanistan, une deuxième piste se dévoile : la question ethnique, qui vaut aussi pour le Baloutchistan, pour le Sindh, et pour les Territoires du Nord, rebaptisés depuis peu Gilgit-Baltistan. Se repose du coup la question de l’islam, supposé l’emporter fraternellement sur tous les particularismes. Mais quel islam, et pour quelle nation [Racine, 2001] ? L’islam modéré, populaire, ancré dans l’histoire des musulmans de l’Asie du Sud, porté par la mystique soufie et le culte des saints ? Ou l’islam rigoriste, plaidant pour un retour mythifié aux origines et dénonçant dans l’islam soufi une corruption de la tradition du Prophète, altérée sous l’influence du multiculturalisme indien marquée par l’hégémonie du polythéisme hindou ?

Enfin, il faut porter le regard sur la faiblesse politique du système démocratique pakistanais, qui dispose d’un vrai substrat idéologique et institutionnel, mais qui ne peut s’imposer face à la suprématie des militaires. Question complexe, qui dépasse le simplisme d’une hypothétique dualité antithétique entre l’armée et les civils, et qui est aussi lourde d’implications, car la faiblesse du pouvoir politique et le poids excessif des élites contribuent à fragiliser le corps social dans un contexte économique très préoccupant. Le terreau de l’islamisme peut s’en trouver fécondé, comme y prospère une culture de la violence, qui dépasse de très loin le militantisme combattant.

Ces paramètres dessinent donc la toile de fond sociopolitique et idéologique d’un pays qui voulait être un modèle, mais ils sont aussi le carburant des dérives qui ont placé le Pakistan dans la crise qu’il traverse aujourd’hui. On l’a dit : la gravité de cette crise n’est toutefois pas jugée telle qu’elle contraindrait l’armée à réviser le paradigme défini dès l’origine, et conforté dans les années 1980. C’est que le Pakistan, en dépit de ses graves difficultés, dispose d’atouts sur la scène internationale. Il est une puissance nucléaire, déclarée en 1998 – ce qui lui confère des marges de manœuvre accrues face à l’Inde, mais aussi dans sa relation difficile avec les États-Unis –, et il dispose d’une armée de poids, de quelque 650 000 hommes d’active (dont 550 000 pour l’armée de terre), auxquels on peut ajouter quelque 300 000 paramilitaires dont les troupes du *Frontier Corps* basé près de la frontière afghane. Au poids des chiffres, et à la qualité de puissance nucléaire, s’ajoute de façon décisive le poids stratégique du pays, qui par deux fois s’est trouvé être un « État du front » intégré à la stratégie américaine en Afghanistan : après l’invasion soviétique de l’Afghanistan en 1979, et après les attentats du 11 septembre 2001. Le Pakistan est donc incontournable, aussi bien dans son appartenance à l’Asie du Sud, où il est le seul pays à tenir tête militairement à l’Inde, contre laquelle il a conduit quatre guerres ouvertes depuis 1947, que dans son appartenance au carrefour entre Moyen Orient, Asie centrale

HÉRODOTE

et abords maritimes du Golfe. Ce paradoxe pakistanais, qui fait du pays tout à la fois une partie du problème et une partie de sa solution, plonge dans l’embarras Washington, qui fait pression sur Islamabad, mais pas au point d’y perdre son influence, au risque de s’accommoder des ambiguïtés portées par le paradigme dominant. Reste la société civile, qui fait preuve d’une résilience à toute épreuve. Habitée aux chocs répétés que subit la nation, elle reste pour l’essentiel étrangère à la mouvance islamiste radicale, même si celle-ci peut parfois séduire. Elle génère aussi des résistances aux idéologies délétères, qui prennent des formes multiples et courageuses, et qui témoignent d’une foi irréfragable dans un avenir meilleur.

L’héritage de 1947 : de la partition à la sécession du Bangladesh

Le rêve initial, tel que porté par le père de la nation, Mohammad Ali Jinnah, dit le « grand leader » – *quaid i azam* –, était celui d’un Pakistan musulman et démocratique – démocratique, car conforme aux préceptes de l’islam précisait-il –, un État ne faisant pas de différence entre majorité musulmane et minorités religieuses, et en paix avec ses voisins. Dans son célèbre discours du 11 août 1947 à l’Assemblée constituante, il déclare : « Vous pouvez appartenir à toute religion, caste ou croyance, cela n’a rien à voir avec les affaires de l’État. [...] Nous démarrons avec ce principe fondamental : nous sommes tous citoyens, tous citoyens égaux d’un même État » [Jinnah, 1947a]. Il précise quatre jours plus tard, dans son premier discours à la nation du Pakistan indépendant : « Notre objectif doit être la paix, à l’intérieur comme à l’extérieur. Nous voulons vivre en paix et maintenir de cordiales relations avec nos voisins immédiats, et avec le monde dans son ensemble » [Jinnah, 1947 b]. Il enfonce le clou en février 1948 dans un message radiodiffusé destiné aux États-Unis : « Le Pakistan ne sera pas un État théocratique gouverné par des clercs investis d’une mission divine. Nous avons beaucoup de non-musulmans – hindous, chrétiens et sikhs – mais ils sont tous pakistanais. Ils jouiront des mêmes droits et privilèges que tout autre citoyen, et ils prendront leur juste part dans les affaires du Pakistan » [Jinnah, 1948].

Mais quand Jinnah meurt, le 11 septembre 1948, le pays s’est vidé de la plupart de ses hindous, et il est déjà en guerre contre l’Inde au Cachemire. Son bras droit, le Premier ministre Liaquat Ali Khan, meurt assassiné en 1951, et six premiers ministres se succèdent, de 1951 à 1958, date du premier coup d’État militaire, qui abolit la tardive Constitution de 1956, jamais véritablement mise en œuvre. Une Constitution qui, fidèle aux « Résolutions objectives » adoptées par l’Assemblée constituante le 12 mars 1949, dont elle reprend les principes dans son préambule, établit la République islamique du Pakistan, qui se définit comme « un État démocratique fondé sur les principes islamiques de justice sociale », impliquant

« liberté, égalité, tolérance ». Il y est précisé que « les musulmans du Pakistan seront en mesure de mener leur vie, individuellement et collectivement, en accord avec les enseignements et les principes de l'islam, tels que définis par le saint Coran et la Sunna² », tandis que les minorités religieuses « pourront librement professer et pratiquer leur religion, et développer leur culture ». La dimension religieuse donnée à la Constitution n'exclut en rien, dans ce texte, l'adoption de principes issus du droit constitutionnel des démocraties parlementaires : l'indépendance de la justice est affichée, et les droits fondamentaux garantis : « égalité de statut et d'opportunité, égalité devant la loi, liberté de pensée, d'expression, de croyance, de religion, d'association ; justice sociale, économique et politique, dans le respect de la loi et de la moralité publique »³. La Constitution de 1962, sous régime militaire, définit le Pakistan comme république, et non plus « république islamique », et instaure *de jure* un régime présidentiel. La Constitution de 1973, toujours en place aujourd'hui après divers amendements, revient à la définition d'une « République islamique du Pakistan ». L'islam est religion d'État et l'ourdou est langue nationale, bien qu'elle ne soit langue maternelle que de moins de 10 % de la population, même après la sécession du Bangladesh bengalophone.

Le syndrome de la Partition

En 1940 la Ligue musulmane, mouvement politique fondé dans l'Inde britannique en 1906, adopte comme programme une idée jusque-là minoritaire, et apparue dans les années 1930 : celle d'œuvrer à la naissance d'un pays indépendant lorsque l'Inde s'émancipera du joug colonial. Brillant avocat anglicisé, ancien membre du Congrès national indien, Mohammad Ali Jinnah, leader incontesté de la Ligue, formalise alors, politiquement, la théorie des deux nations, qui affirme que la majorité hindoue et la minorité musulmane qui coexistent depuis plus de mille ans dans le sous-continent indien ne peuvent cohabiter dans une seule nation, car tout les sépare :

Nos amis hindous n'arrivent pas à comprendre la véritable nature de l'hindouisme et de l'islam. Ce ne sont pas là des religions, au sens strict du terme, mais bien des ordres sociaux distincts et différents. Les hindous et les musulmans se réfèrent à deux différentes philosophies religieuses, deux types de pratiques sociales, deux littératures. Ils appartiennent en vérité à deux civilisations différentes qui sont fondées sur des conceptions opposées. Rassembler deux nations de ce type en un seul État, une

2. La Sunna, recueil des propos prêtés au Prophète – les hadiths –, constitue la source autorisée permettant, avec le Coran, de définir les codes de conduite du bon musulman.

3. Préambule de la Constitution adoptée le 2 mars 1956.

HÉRODOTE

numériquement majoritaire, l'autre minoritaire, ne pourra que nourrir un mécontentement croissant et amènera à la destruction finale du tissu que le gouvernement d'un tel État pourrait tenter de construire. Les musulmans constituent une nation au titre de toute définition qu'on peut donner de la nation, et ils doivent avoir leur patrie, leur territoire et leur État⁴.

Jinnah l'emportera contre les dirigeants du Congrès en profitant du choc causé par la « journée d'action directe » qu'il organise à Calcutta le 16 août 1946 (le Bengale est alors dirigé par un gouvernement de la Ligue musulmane, et les émeutes entre hindous et musulmans, baptisées ensuite « la grande tuerie de Calcutta », font des milliers de morts). L'incertitude s'installe. Les tentatives de compromis entre la Ligue et le Congrès n'aboutissent pas à une solution fédérale acceptable par les deux parties qui depuis, et encore aujourd'hui, se renvoient la responsabilité de cet échec. Contre Gandhi, les dirigeants du Congrès finiront par admettre l'inévitabilité d'une partition. Dans ce contexte, le gouvernement travailliste britannique de Clement Attlee décide d'accélérer la date de l'indépendance et de quitter l'Inde au plus tôt. C'est la tâche qui incombe à lord Louis Mountbatten, le dernier vice-roi des Indes, qui met en place la partition qui donne naissance à l'Inde et au Pakistan en août 1947. La partition, conduite dans le sang des massacres, déclenche l'un des plus grands mouvements de réfugiés de l'histoire, particulièrement au Pendjab, désormais coupé en deux. On n'appelle pas encore cela « nettoyage ethnique », mais l'idée y est, à ceci près que le critère est religieux. Si un certain nombre de musulmans indiens décide de rejoindre le Pakistan par choix, beaucoup de leurs coreligionnaires y fuient dès lors que les tensions s'aggravent dans les régions proches de la nouvelle frontière, tandis qu'hindous et sikhs établis dans ce qui devient le Pakistan fuient vers l'Inde.

Chez les nouveaux dirigeants indiens, au sein du gouvernement du parti du Congrès dirigé par Nehru, beaucoup pensent que le séparatisme pakistanais n'aura qu'un temps. Tous récusent la « théorie des deux nations » chère à Jinnah. L'Inde se veut multiculturelle, pluraliste. Elle ne se définit pas comme une république hindoue et elle gardera, du reste, une forte minorité musulmane (environ 150 millions aujourd'hui, contre 165 millions au Pakistan et 140 millions au Bangladesh)⁵. Au-delà de ce scepticisme face à l'idée pakistanaise, un autre

4. « Presidential address delivered by Quaid-i-Azam Muhammad Ali Jinnah at the twenty-seventh session of All India Muslim League held at Lahore, March 22-24, 1940 ». En annexe de Saeedud Din Ahmad Dar, *The Ideology of Pakistan*, National Institute of Historical and Cultural Research, Islamabad, 1998, p 85-106. Extraits cités : p. 102-104.

5. L'Inde compte 13,4% de musulmans pour une population évaluée en 2010 à 1,15 milliard d'habitants ; le Pakistan 95% de musulmans pour une population évaluée à 174 millions, le Bangladesh, 90% de musulmans, pour une population évaluée à 156 millions.

courant, minoritaire, campe sur des positions plus radicales : les nationalistes hindous récusent l'idée même du Pakistan, dénoncent la vivisection qui vient de frapper « Mother India », et militent pour en revenir aux frontières naturelles de la « grande Inde », *Akhand Bharat*, qui vont des contreforts de l'Hindou Kouch séparant le Pakistan de l'Afghanistan jusqu'aux Monts indo-birmans. Cette double posture, modérée ou militante, mais en tout cas récusant la théorie des deux nations, ancrera au Pakistan l'idée que l'Inde n'accepte pas le fait accompli. Le débat ouvert dès le lendemain de l'indépendance sur le partage équitable du Trésor public hérité des Britanniques ne fait qu'envenimer les choses. C'est toutefois la question du Cachemire qui, dès 1947, nourrit *a maxima* l'antagonisme indo-pakistanaï, et qui reste aujourd'hui encore la principale (mais non l'unique) pierre d'achoppement des relations entre les deux voisins.

La question du Cachemire

Pendant longtemps, le Cachemire a été présenté au Pakistan comme étant l'illustration d'une partition « inachevée » : l'ancien royaume du maharaja du Cachemire comprend certes des minorités bouddhistes au Ladakh, et des minorités hindoue et sikhe au Jammu, mais la prépondérance des musulmans y est écrasante (99 % côté pakistanaï et 67 % côté indien – le cœur historique du Cachemire, la vallée de Srinagar, côté indien, étant musulman à 95 %). Toutefois, les principes de la partition, hors des terres sous contrôle direct des Britanniques, donnaient aux États princiers le droit de choisir leur rattachement à l'Inde ou au Pakistan. Dans la plupart des cas, la logique géographique et la taille modeste des principautés laissèrent peu de choix aux princes. Le cas du Cachemire était différent : l'un des plus vastes États princiers était aussi en position périphérique, entre Inde et Pakistan. Son maharaja hindou, Hari Singh, tenté par l'indépendance, adopta une posture dilatoire mais une part de ses sujets musulmans, en révolte contre lui, obtint vite l'appui de francs-tireurs pakistanaï. Hari Singh dut se résoudre à demander secours à l'Inde, qui décida de n'intervenir que s'il signait l'acte de rattachement de son État au pays, ce qu'il fit. Les troupes indiennes firent alors obstacle aux francs-tireurs (appuyés discrètement par des militaires pakistanaï), mais sans les repousser hors du Cachemire : l'affrontement tourna en 1948 à la guerre ouverte entre Inde et Pakistan, jusqu'au cessez-le-feu du 1^{er} janvier 1949, qui trancha le Cachemire en deux.

À la grande déception de New Delhi, qui soumit la question du Cachemire au Conseil de sécurité, l'ONU adopta une position neutre, et recommanda, en plusieurs résolutions de 1948 et 1949, d'organiser un référendum une fois les troupes pakistanaïes retirées. Ces troupes ne se retirèrent pas de la ligne de

HÉRODOTE

cessez-le-feu, et le nord du Cachemire, sous contrôle pakistanais, fut bientôt subdivisé entre un « Cachemire libre » (*Azad Kashmir*) en réalité sous la tutelle d'Islamabad, et des Territoires du Nord, frontaliers de la Chine. Jamais le Pakistan ne fit de ces espaces sous contrôle une ou des provinces pakistanaises : une habile posture permettant de laisser ouverte la question du Cachemire, défini comme « territoire contesté ».

La ligne indienne fut très différente. Revendiquant la totalité du Cachemire dans les limites de l'ancien État du maharaja, New Delhi fit du Cachemire sous son contrôle un des États de l'Union, en usant de deux arguments : l'un légal – l'« acte d'accession » signé par le maharaja, et contesté par le Pakistan ; l'autre idéologique, affirmant qu'un État à majorité musulmane avait parfaitement sa place en Inde, entité politique non définie par des critères religieux. Une double logique fut à l'œuvre. L'absence de référendum fut justifiée par le non-retrait préliminaire des troupes pakistanaises du Cachemire, mais aussi par les élections successives conduites dans la partie sous contrôle indien, l'État du Jammu et Cachemire. L'Assemblée de l'État, en 1957, confirma le rattachement à l'Inde. Elle avait aussi, dès 1954, entériné les restrictions à l'autonomie de la région, mentionnée dans l'acte d'accession, considérablement réduites, d'autant que New Delhi prit l'habitude d'intervenir pesamment dans la vie politique de l'État [Racine, 2002].

Les guerres de 1965 et de 1971 ne changèrent rien au problème du Cachemire, et l'accord de Simla, signé en 1972 entre Indira Gandhi, Premier ministre indien, et Zulfikar Ali Bhutto, président pakistanais, prêta vite à controverse. Supposé entériner le *statu quo* pour les Indiens, il fut interprété différemment par les Pakistanais, qui continuèrent à en appeler aux résolutions des Nations unies, et au droit à l'autodétermination des Cachemiris.

La sécession du Bangladesh

La sécession du Bangladesh marqua à plus d'un titre l'échec du projet national. Vingt-trois ans après l'indépendance (par comparaison, l'Inde avait conduit ses premières élections générales dès 1951, un an après la promulgation de sa Constitution), le Pakistan organise ses premières élections législatives, qui mettent en avant une fracture structurelle : au Pakistan oriental (la plus peuplée des deux parties du pays), la Ligue Awami de Sheikh Mujibur Rahman, qui demande un maximum d'autonomie, remporte 160 des 162 sièges en jeu. Mais la Ligue n'obtient pas même 1 % des voix dans les provinces du Pakistan occidental, où arrive en tête le Parti du peuple pakistanais de Zulfikar Ali Bhutto, qui gagne 88 sièges sur 144... et qui n'a pas présenté un seul candidat au Pakistan oriental. Le refus de Bhutto et des élites occidentales de voir Rahman arriver au pouvoir

Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

débouche sur une insurrection au Bengale, qui sera mâtée dans le sang par l'armée pakistanaise, avant que l'armée indienne n'intervienne, et ne prenne Dhaka, la capitale, où les généraux pakistanaïsignent leur reddition. Un an plus tard, le Pakistan oriental est devenu Bangladesh.

Cette tragédie qui fait des dizaines de milliers de victimes laisse un goût triplement amer au Pakistan. Il solde le destin des militaires au pouvoir, qui doivent s'effacer devant Bhutto – pourtant largement responsable du désastre. Il met fin au Pakistan bicéphale et laisse planer le spectre d'autres séparatismes identitaires. Il ravive de façon durable le syndrome de la partition, à deux égards. D'une part, l'intervention indienne est vue au Pakistan, encore aujourd'hui, comme une volonté de revanche de New Delhi contre la partition de 1947. D'autre part, le débat sur la théorie des deux nations s'en trouve pour un temps relancé. Dans cette sécession insurrectionnelle, les observateurs indiens voient la preuve que la théorie des deux nations était fallacieuse, puisque les musulmans du Pakistan oriental tenaient plus à leur identité bengalienne qu'à la nation pakistanaise. La lecture dominante pakistanaise était tout autre : elle soulignait que la théorie restait valide, puisque les musulmans du Bengale avaient bien fondé une nouvelle nation, et non pas rejoint leur voisin indien. Le débat, en interne, portait sur une autre question : qui était responsable de cette débâcle, au-delà de l'intervention indienne ? La violence de la répression militaire contre les insurgés, ou l'incompétence des militaires et des autorités politiques à gérer démocratiquement la nature fédérale du Pakistan ?

Au total, le souvenir des massacres de 1947, la répétition des guerres indo-pakistanaïses, l'appui militaire indien à la naissance du Bangladesh et l'enlisement de la question du Cachemire nourriront au fil des décennies ce que l'on peut appeler le syndrome de la Partition : un sentiment de frustration partagé entre Inde et Pakistan, mais pour des raisons opposées, chaque partie accusant l'autre, dans un climat de suspicion permanent. Mais cette hostilité à l'Inde ne fournit qu'un élément explicatif du paradigme pakistanaï. Elle ne témoigne que d'une forme de fragilité, elle n'entretient qu'une des multiples perceptions de la menace, celle qui est mise en avant pour mieux souder le corps de la nation. Il est toutefois d'autres facettes de la fragilité, qui renvoient à la question ethnique, et à la place qu'elle tient dans la question nationale.

La question nationale : ethnicité et identités régionales

L'islam, ciment national, n'a pas effacé pour autant les identités linguistiques qui composent la mosaïque pakistanaïse — et l'islam lui-même, du reste, est divers. Si les conflits sectaires opposant diverses formes de l'islam se sont accrus

HÉRODOTE

au fil du temps, dès avant l'indépendance, se sont posées les questions des identités régionales.

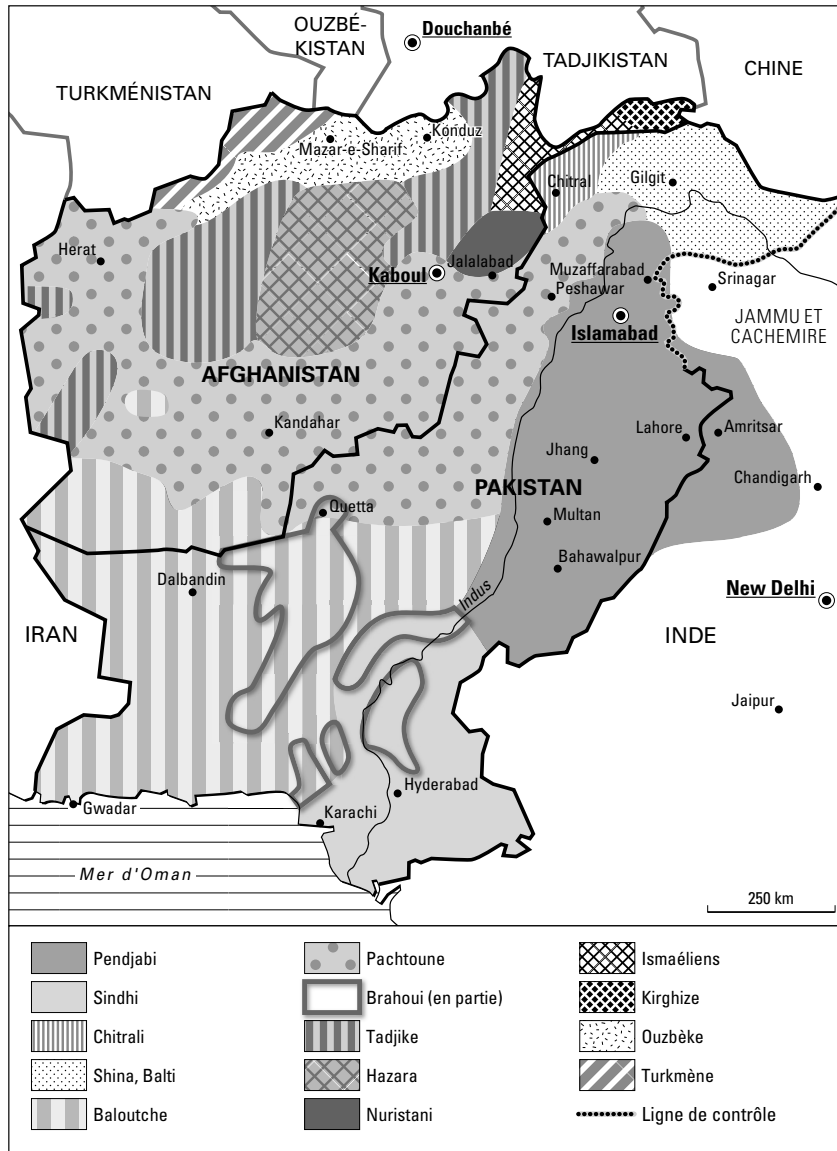
Les identités ethno-linguistiques

Au premier rang de ces interrogations vient la question pachtoune. L'ethnie pachtoune – appelée aussi Pathans au Pakistan – compte plus de quarante millions de membres, structurés en dizaines de tribus et en centaines de clans. Ils sont implantés aussi bien en Afghanistan qu'au Pakistan, leur territoire ayant été divisé sous les Britanniques par la ligne Durand, établie en 1893, quand Londres abandonna l'espoir de conquérir l'Afghanistan, et conclut un accord avec l'émir afghan Abdur Rahman Khan, accord réitéré après la troisième (et courte) guerre anglo-afghane de 1919. Peu après, les terres pachtoues de l'Empire, dans la Province-Frontière du Nord-Ouest, à l'est de la ligne Durand, connurent un mouvement au départ idéologique, avec la création par Abdur Ghaffar Khan d'une « Société pour la réforme des Pachtoues » qui se développa en une formation militante non violente, « Les serviteurs de Dieu », dits aussi « chemises rouges ». Réprimé par les Britanniques, le mouvement finit par s'allier avec le Congrès national indien, mais se divisa. Sa victoire aux élections de 1946 lui fit gouverner la province, mais très peu de temps. Se prononçant en faveur d'un Pachtounistan indépendant, le mouvement de Ghaffar Khan boycotta le référendum décidant de l'intégration de la province au Pakistan, dès lors acquise à la quasi-unanimité des votants.

Ghaffar Khan exilé en Afghanistan, son fils Wali Khan suivit une autre ligne, en créant en 1957 le Parti national Awami, qui joua le jeu institutionnel pakistanais, mais en gardant une certaine ambiguïté en invoquant le « nationalisme pachtoune » tout en se définissant comme progressiste, et opposé à toute discrimination sur la base de la religion. Partisan d'un pouvoir central limité, l'ANP plaide pour une forte autonomie des provinces, et inscrit encore, dans son programme électoral de 2004, le propos suivant : « Les unités fédérales [comprendre les provinces] qui veulent se restructurer sur la base de leurs similitudes culturelles, linguistiques et géographiques seront libres de le faire⁶. » Cette posture n'avait pas empêché l'ANP de reconnaître en 1969 les limites de la province voisine du Baloutchistan, dont les districts du Nord sont pourtant à majorité pachtoune. Ce n'est pas par hasard qu'il fallut attendre 2010 pour que la vieille dénomination coloniale de la province, Province-Frontière du Nord-Ouest, reçoive enfin, comme les autres provinces pakistanaises, un nom faisant écho à l'appartenance ethnique de sa population majoritaire : Khyber Pakhtunkhwa.

6. Manifeste du parti, section 2-1, 9 août 2004 ; <http://awaminationalparty.org>

CARTE 2. – LES AIRES LINGUISTIQUES



Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

CARTE 3. – LE PAKISTAN ET SES PROVINCES



Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

DONNÉES LINGUISTIQUES
RECENSEMENT DE 1998

	pop. 1998	ourdou	pendjabi	saraiki	pachtou	sindhi	baloutchi	autres
	milliers	%	%	%	%	%	%	%
PAKISTAN	132 352	7,57	44,15	10,53	15,42	14,10	3,57	4,66
NWFP	17 743				73,90			20,43
FATA	3 176				99,10			
PENDJAB	73 621		75,23	17,36				
SINDH	30 439	21,05				59,73		
BALOUTCHISTAN	6 565				29,64		54,76	
ISLAMABAD	805		71,66					

Le saraiki est une langue proche du pendjabi, parlée dans le Pendjab du Sud pour l'essentiel.

NWFP: North West Frontier Province, désormais Khyber Pakhtunkhwa.

L'Azad Kashmir et les Territoires du Nord, devenus Gilgit-Baltistan, constituent la partie du Cachemire sous contrôle pakistanais. Ils ne sont pas comptabilisés dans ce recensement.

Source : Government of Pakistan, Population Census Organisation.

Pendant des décennies, l'État fédéral ne voulut pas mettre en lumière ce qui aurait pu être une appellation ethnique susceptible de nourrir, si peu que ce soit, des revendications séparatistes, ou de légitimer d'hypothétiques revendications afghanes. Pour autant, l'irrédentisme pachtoune est aujourd'hui groupusculaire, et le Parti national Awami, qui gouverne la province de Khyber Pakhtunkhwa et qui est membre de la coalition au pouvoir à Islamabad, est bien affaibli : supposé laïcisant, et victorieux de la coalition islamiste du Muttahida Majlis-e-Amal aux élections de 2008, il avait pourtant accepté « pour ramener la paix » l'injonction des talibans du Swat d'y imposer la charia, et ses leaders vivent sous la menace d'attentats. Reste à savoir si, comme le pensent certains Pachtounes en exil dénonçant à la fois les talibans et la politique d'Islamabad, la violence des opérations militaires dans le Swat et les zones tribales, le nombre des victimes civiles (des milliers) et celui des personnes déplacées (des centaines de milliers depuis 2009) ne vont pas raviver *in fine* la flamme du nationalisme pachtoune, sans qu'on sache quelle forme politique pourrait prendre ce mouvement.

La question ethnique, qu'on retrouve sous de multiples formes à travers le pays, est particulièrement aiguë au Baloutchistan, la plus vaste et la moins

HÉRODOTE

peuplée des provinces pakistanaises, qui connaît de façon récurrente des mouvements identitaires, dont certains sont ouvertement sécessionnistes, et que la sévère répression de l'État pakistanais parvient à contenir, mais pas à éradiquer. Si nombre de mouvements baloutches demandent une plus équitable répartition des pouvoirs, et une meilleure rétribution des ressources énergétiques et minérales de la province captées par le Pendjab, la plus peuplée et la plus riche des provinces pakistanaises, il est aussi des mouvements séparatistes, telle l'Armée de libération du Baloutchistan, qui remettent en cause jusqu'à l'accession du Baloutchistan au Pakistan, rappelant que le principal État princier de la région, celui du khan de Kalat, avait réaffirmé son indépendance en 1947 (pour finir par rejoindre le Pakistan un an plus tard)⁷.

De même voit-on aujourd'hui, Internet aidant, les tenants d'un Gilgit Baltistan indépendant – nouvelle dénomination donnée aux Territoires du Nord en 2009 – rappeler eux aussi leur version de l'histoire de la partition de 1947, et définir le Pakistan comme une puissance occupante, qu'il s'agisse de formations locales (le Front national du Bawalaristan et le Mouvement uni Gilgit Baltistan) ou d'organisations militantes de la diaspora, tel le Gilgit Baltistan National Congress, basé à Washington.

Des propos similaires s'entendent au Sindh ou dans la diaspora sindhie qu'anime le World Sindhi Congress depuis ses bases britanniques, canadiennes et américaines⁸. Certes, le mouvement « Vive la nation sindhi », Jeay Sindh Qaumi Mahaz, créé en 1972 – à l'heure de l'indépendance du Bangladesh – en faveur d'un Sindhudesh pareillement indépendant, n'est aujourd'hui que l'ombre de lui-même, et l'on peut à juste titre considérer que nombre des mouvements séparatistes qui se saisissent aujourd'hui des facilités d'Internet sont groupusculaires. Leur rhétorique militante, leur argumentaire juridico-historique et dans certains cas leur faible nombre ne confèrent pas nécessairement à ces mouvements une force redoutable pour le pouvoir d'État, sauf à recourir à l'insurrection armée et aux attentats contre les forces militaires ou paramilitaires, comme c'est le cas au Baloutchistan.

7. Le site de l'Armée de libération du Baloutchistan détaille cet argumentaire : <http://www.balochvoice.com/bvoice/modules/articles/article.php?id=62>. Sur la question baloutche, voir l'article de Frédéric Grare dans ce numéro (p. 99).

8. Voir le dossier du World Sindhi Congress, « Sindh's Right to Self-Determination », 2003, 32 p. www.worldsindhicongress.net

Fédéralisme, régionalisme, séparatisme

Mais ces mouvements, même ceux dépourvus de réel poids politique, ne sont pas sans signification, pour trois raisons. En premier lieu, la récurrence de la question régionale au sein du Pakistan et la traduction identitaire de frustrations socioéconomiques témoignent des insuffisances du système fédéral pakistanais, perçues par nombre de provinces comme biaisé en faveur du Pendjab, la plus peuplée et la plus riche des provinces. Les rapports de diverses commissions parlementaires créées de temps à autre⁹ pour répondre à ces problèmes pèsent bien moins lourd en l'affaire, faute de mise en œuvre, que les dérives violentes qui se répètent, dont l'exécution de voyageurs pendjabis par l'Armée de libération du Baloutchistan, en août 2010, n'est qu'un exemple. Les réformes annoncées par le gouvernement Gilani en 2009 ne semblent pas avoir suffi, bien que la Commission nationale des finances ait décidé de redistribuer les ressources de la fédération sur des critères plus équilibrés que ceux fondés précédemment sur la seule population, formule favorisant le Pendjab.

En deuxième lieu, ces mouvements ou ces groupuscules s'inscrivent sur une toile de fond qui, sans être toujours séparatiste, est marquée par une culture de la violence toujours croissante. Karachi est à cet égard symptomatique. Certes, les assassinats ou les attentats qui endeuillent la ville ont pour partie une coloration religieuse, sunnites contre chiites. Mais l'histoire de Karachi depuis des décennies est aussi marquée par les dérives de l'ethnicité, stimulées par les compétitions pour le pouvoir, pour le contrôle territorial et ses revenus fonciers : mafias et stratégies politiques sont inextricablement liées. Fondé en 1984, le parti des mohajirs initialement venus de l'Inde, le Muttahida Qaumi Movement (MQM), est un des plus violents : il s'est tourné d'abord contre les Pachtounes immigrés dans la métropole, puis contre les Sindhis – alors que Karachi est la capitale du Sindh – et de nouveau, aujourd'hui, contre les Pachtounes, avec un bilan de plus de 200 morts dans la première quinzaine d'août 2010, et le double depuis le début de l'année. Ce alors même que le MQM et le Parti national Awami, d'électorat pachtoune, sont tous deux membres de la coalition gouvernant le pays sous l'égide du Parti du peuple pakistanais¹⁰. L'afflux de personnes déplacées à la suite des opérations

9. En particulier sur le Baloutchistan. Par exemple, le rapport du Sénat pakistanais, Senate Foreign Relations Committee, « Report of the Parliamentary Committee on Balochistan », novembre 2005.

10. Amir Zia, « Karachi Demands a Solution », *The News*, 5 août 2010, et Cyril Almeida, « Coming Full Circle : the Violence in Karachi », *Dawn*, 25 août 2010. Sur Karachi, voir l'article de Michel Boivin dans ce numéro (page 123).

HÉRODOTE

militaires dans le Nord-Ouest, puis après les terribles inondations estivales n'a fait qu'aiguiser la rhétorique antipachtoune du MQM.

Troisième élément, la question identitaire, dans sa dimension ethnique, s'inscrit dans la géopolitique régionale et dans la vision internationale du pouvoir pakistanais, dans un domaine où l'armée est aux commandes. Tout mouvement centrifuge est soupçonné – ou accusé – d'être activement soutenu par des puissances étrangères. L'Inde est ainsi accusée par les autorités pakistanaises de soutenir, depuis ses consulats afghans, les insurgés baloutches. L'accusation officielle ne vise pas les États-Unis mais la rumeur – toujours très vive dans le pays – n'exonère pas Washington, soupçonné d'aider les séparatistes baloutches pour déstabiliser l'Iran, où les insurgés du mouvement Jundullah ont eu recours aux attentats, et de déstabiliser aussi le Pakistan¹¹. Le problème se complique par une autre ambiguïté transfrontalière : l'Afghanistan n'a jamais, pas même sous les talibans, reconnu formellement la ligne Durand. Dans la logique sécuritaire qui définit la posture des militaires pakistanais, la question pachtoune prend donc une double coloration. En premier lieu, et quoique les Pachtounes soient bien représentés dans l'armée, le « nationalisme » pachtoune sert à propos, ou hors de propos, d'épouvantail. En second lieu, les difficiles relations entre Kaboul et Islamabad justifient, aux yeux des stratèges, la volonté d'étendre l'influence pakistanaise au-delà de la ligne Durand, pour empêcher toute collusion entre Kaboul et New Delhi, d'autant que le pouvoir afghan actuel est soupçonné de cultiver les sympathies de l'Inde, et que celle-ci étend sa présence en Afghanistan, par le biais d'une politique de coopération qui facilite entre autres la connexion entre le cœur de l'Afghanistan et l'Iran maritime, en élargissant la route menant à Zaranj, sur la frontière iranienne. Cette route achevée en 2009 conduit ensuite au port iranien de Chabahar, que l'Inde aide aussi à développer : une façon d'offrir à l'Afghanistan, à l'avenir, un débouché maritime non pakistanais...

D'imprudentes études, ne représentant que les hypothèses irresponsables de leurs auteurs, alimentent aussi la théorie du complot international. Le meilleur exemple en est la proposition d'un analyste américain, Ralph Peters, appelant à redessiner sur une base ethnique toutes les frontières du Moyen-Orient au Pakistan, pour ne laisser au Pakistan que le Pendjab et le Sindh, l'Afghanistan gagnant les terres pachtounes du Pakistan et le Gilgit-Baltistan, tandis que les Baloutches du

11. L'ultime théorie de la conspiration (dénonçant parfois un complot judéo-hindou-chrétien), en dernière analyse, verrait ainsi les États-Unis, Israël et l'Inde chercher à mettre la main sur le nucléaire pakistanais : déclinaison nationaliste de la dénonciation d'Al-Qaida du même complot tripartite contre l'islam...

Pakistan, d'Afghanistan et d'Iran (comme les Kurdes) se verraient dotés d'un État en propre¹².

L'instrumentalisation de l'islamisme armé

Deux paramètres ont gouverné de longue date la stratégie pakistanaise cherchant à conforter l'influence régionale du pays. Le premier est le recours aux francs-tireurs supposés agir indépendamment de l'État. La tactique a été mise en œuvre dès 1947, quand des combattants venus de la Province-Frontière du Nord-Ouest, des tribus afridis en particulier, sont venus prêter main-forte aux opposants cachemiris insurgés contre le maharaja du Cachemire appelant alors l'Inde à la rescousse. Bien plus tard, un officier supérieur pakistanaise a conté comment il avait encadré le mouvement¹³. Le second est l'opportunité historique que fut l'intervention soviétique en Afghanistan, commencée en décembre 1979. La tactique des francs-tireurs changeait alors d'échelle, et de nature. En s'inscrivant dans le grand jeu de la guerre froide, l'appui aux moudjahidines afghans fourni par le Pakistan répondait à la stratégie américaine de contrer Moscou dans sa descente vers les mers chaudes, et à la stratégie saoudienne de renforcer les mouvements salafistes¹⁴ sunnites après le succès de la révolution iranienne chiite. Le général Zia-ul-Haq, auteur en 1977 du coup d'État militaire contre le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, se refait alors une virginité politique. Washington, jusqu'à la fin de la guerre d'Afghanistan, va fermer les yeux sur la dictature (Zia avait fait pendre Bhutto après avoir proclamé la loi martiale) et sur le programme nucléaire clandestin du Pakistan, le pays étant devenu pour Washington un « État du front », élément décisif de la stratégie antisoviétique en Afghanistan.

12. Ralph Peters, « Blood Borders. How a better Middle East will look ». *Armed Forces Journal*, juin 2006. En dépit de son titre, cette revue appartient à un éditeur privé spécialisé dans le domaine de la défense, et n'est pas contrôlée par l'armée américaine.

13. Major General Akbar Khan, *Raiders in Kashmir*, Jang Publishers, Lahore, 1992.

14. Les salafistes se réfèrent aux anciens (en arabe *salaf*), c'est-à-dire au Prophète et à ses immédiats successeurs comme seuls guides. Le terme, générique, désigne couramment les tenants sunnites du fondamentalisme.

Zia-ul-Haq : islamisation et moudjahidines

Cet épisode est essentiel à tous égards. Zia, proche des déobandis¹⁵, va pousser le pays vers une islamisation accrue, et la formation des troupes y contribuera pour une part, contrairement à la ligne de l'auteur du premier coup d'État militaire, Ayub Khan¹⁶. Quant à la longue coopération américano-pakistano-saoudienne, elle va renforcer considérablement dans le pays le poids de l'armée et celui du Directorate of Inter-Services Intelligence (ISI), les services de renseignements qu'elle contrôle. Mais, dans le même temps, s'enclenche une dynamique maléfique qui portera les germes des enlissements d'aujourd'hui. Zia et ses successeurs jouent essentiellement la carte des moudjahidines pachtounes – le Hizb-e Islami de Gulbuddin Hekmatyar en particulier – dans un théâtre afghan particulièrement complexe. L'Armée rouge partie, l'anarchie prévaut, car les moudjahidines s'opposent entre eux pour le contrôle du pays. L'Inde, qui n'avait pas condamné l'intervention soviétique, soutient alors les Tadjiks du commandant Massoud, l'Iran ayant de son côté des liens avec les Hazaras chiites. Après la mort de Zia en 1988, le régime parlementaire reprend ses droits, en théorie, mais les gouvernements civils sont fragiles. Benazir Bhutto, du Parti du peuple pakistanais, et Nawaz Sharif, de la Ligue musulmane, se succèdent par deux fois, incapables de terminer un seul mandat. C'est sous le second gouvernement de Benazir Bhutto (1993-1996) et à l'initiative non de l'ISI, mais de son ministre de l'Intérieur, le général (cr) Naseerullah Babar, que germe l'idée de reprendre la main en Afghanistan, en jouant une nouvelle carte, celle des talibans¹⁷. Étudiants (d'où leur nom) des

15. L'idéologie déobandite prit corps au XIX^e siècle, dans un séminaire fondé en 1866 à Deoband, une ville sise à quelque 150 kilomètres au nord de Delhi. La doctrine plaide pour un retour austère, fondamentaliste en quelque sorte, aux sources de l'islam, en rupture avec les traditions populaires musulmanes du sous-continent. Les barelvis, à l'inverse des déobandites, défendent cet islam populaire, pratiquant le culte des saints et marqué par la ferveur du soufisme.

16. On voit ainsi Zia-ul-Haq préfacier longuement, à la veille de l'insurrection afghane, l'ouvrage d'un officier général sur la guerre selon le Coran : Brigadier S.K. Malik, *The Quranic Concept of War*, Wajidalis, Lahore, 1979. Encore aujourd'hui, la devise de l'armée de terre pakistanaise est particulièrement connotée : « Iman, taqwa, jihad fi sabilillah : foi, piété et combat dans la voie de Dieu », à comparer à la devise de l'État pakistanais : « Iman, ittehad, nazm : foi, unité, discipline ».

17. À l'en croire, l'idée était d'obtenir un accord entre les différentes factions afghanes pour calmer le jeu, les talibans s'étant radicalisés par la suite. Benazir Bhutto cherchait aussi à sécuriser les routes d'accès à l'Asie centrale, et à ses ressources en énergie. Entretien avec le général Babar, Peshawar, 18 décembre 2003. Babar avait toutes les raisons d'être sensible aux enjeux afghans : Pachtoune éduqué à Peshawar, il avait été inspecteur général du *Frontier Corps*, puis gouverneur de la Province-Frontière du Nord-Ouest.

madrastas – les écoles coraniques –, ces jeunes Afghans furent recrutés aussi bien en Afghanistan qu’au Pakistan où s’étaient réfugiés, en ces années de trouble, plus de deux millions d’Afghans, beaucoup dans la Province-Frontière du Nord-Ouest. Là, un parti islamiste d’obédience déobandite multipliait les madrastas : la Jamaat-e-Ulema-e-Islam, dirigée par Fazlur Rehman, aujourd’hui allié du PPP, et par Sami-ul-Haq, contrôlant un séminaire de premier plan.

Les années 1990 : talibans et jihad

On connaît la suite : la victoire des talibans, qui prennent Kaboul en septembre 1996, permet l’instauration de l’émirat islamique d’Afghanistan, que ne reconnaissent que trois États : le Pakistan, l’Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. « Commandeur des croyants », le mollah Omar accueille en Afghanistan un des anciens du jihad antisoviétique, déchu de sa nationalité saoudienne, puis contraint à quitter le Soudan : Oussama ben Laden, qui lance en 1998 sa *fatwa* appelant tous les musulmans au jihad contre « l’alliance des sionistes et des croisés », qui occupent la mosquée d’al-Aqsa (à Jérusalem) et, depuis la première guerre du Golfe, « les lieux les plus saints des terres d’Islam : la péninsule Arabique ».

La guerre d’Afghanistan et ses suites ont donc permis d’opérer au Pakistan, et particulièrement en pays pachtoune, la conjonction entre deux écoles de pensée sunnites radicales : les déobandis, d’implantation sud-asiatique, et l’idéologie du wahhabisme, revivifiant au XVII^e siècle, en Arabie, une tradition du XI^e siècle appelant les croyants au retour à la pureté des origines de l’islam.

Ce terreau idéologique a fourni aux militaires pakistanais (mais pas seulement à eux) l’opportunité d’instrumentaliser un certain radicalisme islamique prêt à mener le *jihad il saif* – le jihad de l’épée – contre les ennemis désignés. Cette instrumentalisation répondait à une analyse stratégique plus qu’elle n’était portée par une conviction idéologique, même si certains officiers supérieurs ont pu être tentés par l’islamisme, vu davantage comme confortant l’identité nationale d’un Pakistan appelé à un grand avenir que menant à l’instauration d’un califat transnational. La rationalité première de cette instrumentalisation de l’islam combattant définit le paradigme fondamental du Pakistan, tel qu’élaboré par les militaires, et qu’aucun gouvernement civil n’a pu durablement altérer : d’une part, contrer l’Inde sur le front oriental, en tirant parti de la question du Cachemire et, après 1989, de l’insurrection qui s’y déploya contre New Delhi ; d’autre part, garantir au Pakistan une « profondeur stratégique » en étant capable de peser sur l’Afghanistan, ou du moins sur ses provinces pachtounes, pour contrer toute possibilité de prise en tenailles entre New Delhi et Kaboul.

Les troubles agitant la vallée de Srinagar à compter de 1989 furent une divine surprise pour les stratèges pakistanais : enfin un mouvement rebelle prenait forme au cœur du Cachemire indien. Mouvement complexe cependant, puisqu'à côté du Hizb-ul Mujahideen, formation islamiste émanant de la Jamaat-e Islami du Cachemire, il fallait compter avec le Front de libération du Jammu et Cachemire, luttant pour l'indépendance, et non pour le rattachement au Pakistan. Entraînant les volontaires de toutes obédiences dans les camps établis en Azad Kashmir, côté pakistanais, Rawalpindi – siège du quartier général de l'Armée – privilégia bien vite le Hizb. Et quand, à partir de 1993-1994, l'Inde commença à marquer des points contre les insurgés cachemiris, quand une partie d'entre eux décida de mener le combat contre New Delhi sur le plan politique, les milices pakistanaises entrèrent en scène. L'une d'entre elles fera parler d'elle tout particulièrement : le Lashkar-e Taiba, l'Armée des purs, bras armé d'une puissante association de prédication basée à Muridke, au Pendjab, la Maarkaz-ud-Dawa wal Irshad, dirigée par Hafiz Saeed, un ancien professeur d'études islamiques à l'Université technologique de Lahore. Important aussi, l'Harkat-ul-Mujahideen, issu de l'Harkat-ul-Ansar ayant combattu avec les moudjahidines afghans contre les Soviétiques, avant de se réorienter vers le Cachemire. De cette formation plusieurs fois fractionnée émergeront Fazlur Rehman Falili, l'un des signataires de la *fatwa* de 1998 d'Oussama ben Laden, et Masood Azhar, passé également par les réseaux ben Laden, libéré par les Indiens suite à une prise d'otages sur un vol d'Indian Airlines, et fondateur en l'an 2000 du Jaish-e Mohammad, actif au Cachemire mais aussi, comme le Lashkar-e Taiba, impliqué dans des attentats conduits dans les grandes villes indiennes, dont celui de New Delhi, contre le Parlement, en décembre 2001.

Sur l'autre front, avant le 11 Septembre, le soutien aux moudjahidines afghans puis l'appui aux talibans ont conforté dans la Province-Frontière du Nord-Ouest des réseaux idéologiques et des intérêts amplifiant la vieille tradition de chevauchement de la ligne Durand, frontière naturelle certes, mais pas barrière efficace entre les deux parties du monde pachtoune. Si deux postes frontières se détachent, le long des routes stratégiques menant de Peshawar à Kaboul par la passe de Khyber, pour la Province-Frontière, et menant de Quetta à Kandahar par le poste de Chaman pour le Baloutchistan, des centaines de passages existent de longue date, empruntés par les réseaux de contrebande ayant toujours prospéré entre Afghanistan et Pakistan. L'insurrection des moudjahidines, puis la levée des talibans ont ainsi renforcé l'influence de la Jamiat-e-Ulema-e Islam, au premier rang dans le soutien aux talibans. Elles ont encouragé l'émergence de mouvements radicaux dans la région, en particulier le Tehrik-e Nifaz-e Shariat-e Mohammadi, le Mouvement pour l'application de la charia de Mohammad, fondé par un dissident de la Jamaat-e-Islami, Sufi Mohammad, dans le Malakand, au nord-est de

Peshawar. La « connexion afghano-pakistanaise » [Abou Zahab et Roy, 2002] délibérément renforcée par les autorités pakistanaises pour avancer leur objectif stratégique a ainsi fait prospérer sur un terrain favorable deux facteurs propices à la talibanisation à venir : une certaine radicalisation de mouvements islamistes pakistanais, et des intérêts matériels liés à la circulation des hommes, de l'argent, des armes, et de la drogue venue des champs de pavot afghans. *A fortiori* cette dynamique a-t-elle joué dans des régions largement soustraites à l'administration commune, telles les zones tribales sous statut spécifique et sans formations politiques autorisées (quand les élections au Parlement y seront instaurées, les candidats, en théorie non partisans, seront le plus souvent sous la coupe de la Jamiat-e-Ulema-e-Islam), ou la vallée de Swat, au Malakand, qui resta un État princier jusqu'en 1969.

Les mouvements sectaires

Reste un élément essentiel, longtemps plus discret : les mouvements radicaux implantés dans le cœur du pays, du Pendjab à Karachi, où la célèbre mosquée Binori est l'un des trois pôles de radicalisation du jihad avec la Jamia Ashrafia de Lahore, un des hauts lieux de l'enseignement islamique au Pendjab, et le séminaire Darul Uloom Haqqania d'Akhora Khattak, à l'est de Peshawar, le berceau des talibans formés au Pakistan. Dans ce paysage complexe de l'islam pakistanais s'enchevêtrent des lignes idéologiques, des jeux de pouvoir, et des acteurs instrumentalisant les uns et les autres. Au sein des réseaux parfois appelés néofondamentalistes, les radicaux sunnites sont représentés en première ligne par le Sipah-e Sahaba Pakistan (SSP : l'Armée des compagnons du Prophète) fondé en 1985, comme formation politique attendant faire de l'idéologie déobandite celle du Pakistan. Elle devint ensuite un mouvement militant violent, visant au premier chef les chiites, jugés hors de l'islam. Basé dans le sud du Pendjab (Jhang, Multan, Bahawalpur), il est aussi actif à Karachi. Le Jaish-e Mohammad est parfois défini comme étant son bras armé pour le jihad. Autre formation, le Lashkar-e Jhangvi (du nom du fondateur du SSP Haq Nawaz Jhangvi) est présenté parfois comme un appendice du SSP, parfois comme une faction ayant fait scission en 1996. Dans les deux cas, la violence de ces organisations – assassinats ciblés, ou attaques terroristes contre les lieux de rassemblement chiites – a conduit à des mises en garde du général Musharraf, peu après sa prise de pouvoir en 1999. En août 2001, il décida d'interdire à la fois le Lashkar-e Jhangvi et le Sipah-e Mohammad (l'Armée de Mohammad), organisation chiite, terroriste elle aussi, fondée en 1993 pour contrer l'activisme du SSP. Mais derrière ces interdictions, qui se multiplieront par la suite, reste une question : pourquoi ces organisations ont-elles toujours survécu

HÉRODOTE

sous un autre nom, sans que régime militaire ou services spéciaux ne veillent à les éradiquer? D'évidence, la mouvance radicale dans laquelle s'inscrivent les organisations militantes sunnites est trop importante pour que les groupes opérant au Cachemire ou en soutien des talibans – c'est-à-dire servant un agenda d'État – ne bénéficient longtemps d'une impunité qui rejaillit aussi sur les groupes sectaires agissant au Pakistan même, sur des fondements idéologiques communs.

Le paramètre nucléaire et l'hypothèse de la guerre limitée

Les 28 et 30 mai 1998, quinze jours après les cinq essais nucléaires conduits par l'Inde, le Pakistan sort de son « état du seuil », et devient expressément une puissance nucléaire. Il officialise ainsi ce que Zulfikar Ali Bhutto avait voulu en 1974 après le premier essai indien : être à même de disposer d'un arsenal de dissuasion contre son voisin. La Chine n'est pas pour rien dans cette avancée stratégique, et les essais de 1998 n'ont fait que manifester ce qu'on tenait pour probable dès 1987, quand le général Zia-ul-Haq avait laissé entendre que son pays pouvait disposer de la bombe. Du reste, dès la fin de la guerre d'Afghanistan et la déroute de l'Armée rouge, Washington avait imposé contre son ex-allié pakistanais de nouvelles sanctions à l'encontre de son programme nucléaire clandestin, nourrissant ainsi une méfiance accrue envers les États-Unis. En bonne logique, la possession de l'arme nucléaire et sa nécessaire maîtrise (instances de commandement et de contrôle, missiles de courte et moyenne portée d'origine chinoise et nord-coréenne) pouvaient laisser penser que cette capacité de dissuasion permettrait éventuellement à Islamabad de calmer le jeu tendu des relations indo-pakistantaises – d'autant que, dans une ébauche de doctrine, le Pakistan laissait entendre qu'il se réservait un droit de première frappe nucléaire contre un ennemi menaçant ses intérêts vitaux, fût-ce avec des armes conventionnelles. Il n'en fut rien puisqu'un an après les essais, alors que le Premier ministre indien Atal Behari Vajpayee et son homologue pakistanais Nawaz Sharif travaillaient à construire de meilleures relations bilatérales après leur rencontre réussie de Lahore, l'Inde découvrait que pendant l'hiver l'armée pakistanaise avait subrepticement franchi la ligne de contrôle tranchant le Cachemire, pour installer, côté indien, des postes sur les hauteurs de Kargil dominant la route stratégique menant de Srinagar au Ladakh et au glacier du Siachen, contesté entre les deux pays. S'ensuivit la « guerre de Kargil », que l'Inde mena avec retenue, risque nucléaire oblige. Mais ce risque inquiéta suffisamment la communauté internationale pour que Pékin, visitée par Musharraf puis par Nawaz Sharif, n'apporte pas le soutien diplomatique escompté, et pour que Washington impose au Pakistan de retirer ses troupes, présumées n'être que des francs-tireurs non étatiques pour faire bonne mesure.

Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

Dans ses Mémoires, le général Musharraf affirme que Nawaz Sharif était parfaitement au courant de l'opération, et minore la portée de la violation de la ligne, présentée comme une simple opportunité pour rappeler l'importance de la question du Cachemire [Musharraf, 2006, p. 87-98]. À l'inverse, l'Inde et de nombreux experts internationaux ont vu dans l'initiative de Kargil bien plus qu'un aventurisme malvenu quoique mesuré : une volonté de tester la possibilité de mener une guerre limitée sous parapluie nucléaire. À cet égard, le résultat fut mitigé. Certes l'Inde répliqua avec une prudence accrue – en d'autres temps, comme dans les guerres de 1965 et de 1971, elle aurait mené le combat au-delà de la ligne de contrôle, voire le long de la frontière internationale, hors Cachemire. Mais la condamnation internationale fut sans équivoque, et en 2000, lors d'une courte visite à Islamabad après cinq jours passés en Inde, le président Clinton rappela en substance, à la télévision pakistanaise, que le temps était passé « où l'on redessinaient les frontières avec le sang ». En outre, les stratèges indiens, en parallèle aux travaux d'une commission d'enquête, tirèrent les leçons de Kargil en commençant à réviser leur doctrine d'usage conventionnel de la force. Cette révision aboutira en 2004 à une nouvelle doctrine, baptisée « démarrage à froid », devant permettre d'être immédiatement opérationnel en cas de nécessité imprévue. Entre-temps, le 11 Septembre aura commencé à faire ses effets sur le Pakistan, et une autre guerre indo-pakistanaise aura été évitée de justesse, après l'attaque conduite par le Lashkar-e Taïba et le Jaish-e Mohammad contre le Parlement indien, à New Delhi, trois mois après les attentats de New York et de Washington...

Dilemme et ambiguïtés : après le 11 Septembre

Les attentats meurtriers du 11 Septembre frappant les États-Unis vont en effet bouleverser la mise en œuvre du paradigme stratégique pakistanais, sans pour autant l'invalider. Peu après, et face aux impérieuses demandes américaines, le général Musharraf, qui a renversé Nawaz Sharif en octobre 1999, décide, après avoir reçu l'approbation de la majorité des généraux de corps d'armée, de changer de ligne et d'arrêter de soutenir le régime taliban d'Afghanistan. Washington avait prévenu : « Qui n'est pas avec nous est contre nous. »

Le changement ne va pas de soi, et Musharraf doit s'y résoudre : les généraux récalcitrants changent de poste dans les semaines qui suivent, ou prennent leur retraite. Le chef de l'ISI – présent à Washington le 11 Septembre, et partisan d'un dialogue avec les talibans – est du lot. À compter d'octobre l'intervention internationale en Afghanistan, avec les forces américaines en première ligne, agite le Pakistan. Les partis islamistes appellent à la solidarité avec les talibans victimes d'une invasion étrangère, et créent un « Conseil de défense Pakistan Afghanistan ».

HÉRODOTE

Des milices se mobilisent pour voler à leur secours. Des milliers d'hommes menés par Sufi Mohammad, chef du Mouvement pour l'application de la charia, y perdront la vie. Pour rien : dès la mi-novembre Kaboul tombe, et Kandahar suit avec la fin du mois. Le régime taliban s'écroule, mais ni Oussama ben Laden ni son hôte le mollah Omar ne se laissent prendre dans la nasse des commandos américains. Commence alors une nouvelle histoire, pour l'Afghanistan comme pour le Pakistan.

À l'heure où la maîtrise de la « profondeur stratégique » semble vaciller avec la chute des talibans, c'est l'autre front qu'il faut aussi prendre en compte. Le 1^{er} octobre 2001, des commandos du Jaish-e Mohammad attaquent les bâtiments de l'Assemblée du Jammu et Cachemire à Srinagar (trente-huit morts, outre trois assaillants). Le 13 décembre un commando attaque le Parlement indien, alors en session. C'est un échec, mais l'Inde demande des comptes à Islamabad. Elle commence à mobiliser des troupes, et la communauté internationale s'inquiète des conséquences possibles de ces multiples attentats. De décembre 2001 à octobre 2002 la guerre menace entre Inde et Pakistan, les troupes – un million d'hommes – étant en position d'alerte et de combat. La tension retombera après la conduite des élections au Jammu et Cachemire d'une part, au Pakistan d'autre part.

Les limites du paradigme ? Un nouveau discours

Le paradigme pakistanais semble dès lors trouver ses limites. Côté afghan, le soutien aux talibans s'est soldé par un désastre pour l'Afghanistan, et a indirectement permis à Al-Qaida de devenir le flambeau du terrorisme transnational. Côté indien, l'appui aux insurgés cachemiris a ouvert la voie à des opérations terroristes, au Cachemire d'abord, puis en Inde même, l'attaque contre le lieu emblématique de la démocratie, le Parlement, ayant une forte charge symbolique. Pressé par Washington, le général Musharraf a changé de ligne vis-à-vis de l'Afghanistan, en rejoignant la « guerre contre la terreur ». Mais comment poursuivre en parallèle, vis-à-vis de l'Inde, une ligne qui recourt aux organisations passées du jihad à la terreur ? Après avoir condamné les attentats de Srinagar et de New Delhi, qualifiés de « terroristes », le général Musharraf prend ses marques, dans un discours historique, le 12 janvier 2002. Tout en rappelant l'attachement du Pakistan à la cause du Cachemire, et en menaçant l'Inde de rétorsion si elle attaquait militairement, il déclare : « Aucune organisation ne sera autorisée à se livrer au terrorisme au nom du Cachemire... Le Pakistan rejette et condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Il ne permettra pas que son territoire serve à des activités terroristes où que ce soit dans le monde. » Il lance une attaque en règle contre l'extrémisme et le sectarisme meurtriers et porteurs de dissensions

Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

au sein de l'islam, et plaide pour un « État islamique progressiste ». Rappelant qu'il avait interdit les organisations sectaires Lashkar-e Jhangvi et Sipah-e Mohammad en août 2000, il interdit deux autres milices sectaires, le Sipah-e Sahaba et le Tehrik-e Jafriya, ajoutant à la liste des organisations interdites le Tehrik-e Nifaz-e Shariat Mohammadi, opérant en terres pachtounes, et les groupes jihadistes de premier plan que sont le Lashkar-e Taïba et le Jaish-e Mohammad. Pour faire bonne mesure, il annonce un contrôle renforcé sur les madrasas et sur leurs étudiants étrangers.

L'Inde accueille avec prudence ce discours, qu'elle entend juger dans les faits. Le bilan est à cet égard ambigu. Entre ce discours qui annonce les plaidoiries futures en faveur de la « modération éclairée », et la mise en œuvre d'une politique anti-extrémiste, le compte n'y sera pas. Les militants extrémistes arrêtés ou mis en résidence surveillée, comme Hafiz Saeed, leader du Lashkar-e Taïba, et Masood Azhar, chef du Jaish, seront vite libérés. Les rapports de l'International Crisis Group, très informés, en font le constat [ICG, 2004]. Le président pakistanais doit se battre sur tous les fronts. Dès 2002, pour contrer l'opposition parlementaire dont les chefs Benazir Bhutto et Nawaz Sharif sont en exil, Musharraf déploie une double stratégie. D'une part, il débauche une fraction de la Ligue musulmane, qui crée un parti qui lui est favorable, la Ligue musulmane du Pakistan Quaid (PML-Q). De l'autre, l'ISI entre en scène pour favoriser l'émergence d'une coalition islamiste, le Muttahida Masjlis-e Amal (MMA : Front uni pour l'action) regroupant la Jamaat-e Islami, les deux factions de la Jamiat-e Ulema-e Islam, deux formations proches des wahhabis et protalibans, un parti chiite, et un parti d'obédience barelvi. La stratégie fonctionne : le MMA récolte plus de 11 % des voix, et gagne 63 sièges au Parlement, du jamais vu dans l'histoire électorale du pays. Dans la Province-Frontière du Nord-Ouest, il prend la tête du gouvernement. Au Baloutchistan, il accède au pouvoir en coalition avec le PML-Q. Inévitablement, l'acronyme MMA fait sourire au Pakistan : il évoque un grand classique de la vie politique nationale, la « Mollah-Military Alliance », l'alliance des mollahs et des militaires, objet d'analyses alors renouvelées [ICG, 2003 ; Haqqani, 2005]. Pour faire bonne mesure, le MMA va vite se placer dans l'opposition, en dénonçant la politique « proaméricaine » de Musharraf, mais il a alors rempli son rôle...

Deux poids, deux mesures

Quant à la lutte contre l'extrémisme, elle prend deux tours très différents. Sans être jamais frappée à la tête, Al-Qaida est visée. Parmi les multiples arrestations, quelques noms sortent du lot, à commencer par celui de Khalid Sheikh Mohammad, le « cerveau » du 11 Septembre arrêté à Rawalpindi (la ville où siège

HÉRODOTE

le Haut Commandement militaire!) en 2003 et transféré à Guantanamo, et Abu Faraj al-Libbi arrêté en 2005 près de Peshawar, et supposé être le n° 3 d'Al-Qaida. Mais pour le reste, les talibans afghans établis au Pakistan ne sont pas inquiétés, et la lutte contre les jihadistes reste minimale. Les autorités limitent les infiltrations de combattants pakistanais au Cachemire (ce que l'Inde a défini de longue date comme une « guerre par procuration » recourant au « terrorisme transfrontalier »), mais elles ne démantèlent pas les organisations. À Muzaffarabad, capitale de l'Azad Kashmir, le Conseil uni du Jihad, présidé par le Cachemiri Syed Salahuddin, reste en place : il réunit groupes insurgés cachemiris et groupes jihadistes pakistanais. On entérine à Islamabad la fiction mise au point par Hafiz Mohammad Saeed, chef du Lashkar-e Taïba, après l'interdiction de son mouvement : le siège du Lashkar est transféré à Muzaffarabad, et sa direction passe dans les mains d'un Cachemiri, tandis que la maison mère du Lashkar, la Markaz-ud Dawa wal Irshad, sur son campus de Muridke, au Pendjab, devient la Jamaat-ud Dawa, supposée confinée aux tâches de prédication, d'enseignement et de travail social, et reste sous la direction de Saeed. De même, toutes les organisations extrémistes interdites par le gouvernement, et souvent classées comme organisations terroristes par le département d'État américain ou par l'ONU, changent de nom, et continuent à fonctionner. Le Jaish-e Mohammad, après son interdiction en 2002, devient ainsi le Khuddam-e Islam, toujours dirigé par Masood Azhar, la Jamaat-ul Furqan faisant scission.

Le bilan de la lutte contre l'extrémisme, établi par l'International Crisis Group en 2004, est donc pour le moins insuffisant [ICG, 2004]. Mais, à cette date, les choses ont bougé, et la ligne complexe suivie par Musharraf relève d'un équilibre de plus en plus risqué. Cette dualité se traduit du reste dans les analyses conduites sur le pays, jugé tour à tour « au bord de l'abîme » [Baxter, 2004] ou devenu « enfin respectable ? » [Guillard, 2005].

Un dialogue indo-pakistanaï

Les choses ont commencé à bouger en 2003, quand dans un discours à Srinagar, en mars 2003, le Premier ministre indien Atal Behari Vajpayee tend au Pakistan, sous conditions et « pour la dernière fois, la main de l'amitié ». Un dialogue en coulisses reprend alors, et il donnera des résultats. En novembre 2003, Musharraf propose un cessez-le-feu le long de la ligne de contrôle, cessez-le-feu accepté par l'Inde, et même étendu à sa demande au glacier du Siachen, où les deux armées campent sur leurs positions depuis 1985. Ce cessez-le-feu inconditionnel (c'est-à-dire sans retrait préalable et significatif de troupes indiennes au Cachemire, contrairement aux hypothèses antérieures) a été mis en œuvre à la

fin du ramadan, le 26 novembre 2003. Il a été respecté depuis, hormis incidents mineurs. Le 18 décembre, Musharraf va plus loin. Il suggère que les résolutions des Nations unies sur le Cachemire pourraient être « mises de côté ». L'idée n'est pas neuve, puisque les propositions en quatre points formulées par le président pakistanais dès la rencontre d'Agra, en juillet 2001, incluaient le rejet de toute proposition inacceptable par l'une des parties. Mais une formulation aussi claire brise officiellement un tabou.

Troisième étape : la décision de relancer dès février 2004 le processus de dialogue avec l'Inde, annoncée par une déclaration conjointe de Musharraf et Vajpayee, le 6 janvier 2004. Ce « dialogue composite »¹⁸, avec des hauts et des bas, durera jusqu'aux attentats de Mumbai, conduits en novembre 2008 par des agents du Lashkar-e Taïba. Une de ses avancées, limitée mais emblématique, fut l'ouverture (très contrôlée) d'une ligne d'autocars reliant en 2005, pour la première fois depuis 1947, la capitale du Jammu et Cachemire indien Srinagar à celle de l'Azad Kashmir pakistanais, Muzaffarabad. Après 2004, Musharraf multiplie les propositions, tout en sachant que certaines d'entre elles sont inacceptables pour l'Inde, mais l'objectif est aussi de montrer à la communauté internationale – et d'abord aux États-Unis – qu'il est prêt à bouger. Exemple : en octobre 2005, le président pakistanais plaide pour identifier sept régions qui pourraient chacune se prononcer pour un rattachement à l'Inde ou au Pakistan : une tentative portée par l'espoir de récupérer ainsi le cœur du Cachemire, la vallée de Srinagar. C'est évidemment un échec : le médiateur australien de l'ONU Owen Dixon avait déjà proposé ce plan en 1950, sans succès.

Plus souple, la « formule en quatre points », précisée en 2006 par Musharraf dans un entretien à la télévision indienne, repose sur le retrait par étapes des troupes indiennes et pakistanaises du Cachemire, le respect de la ligne de contrôle (toutefois ouverte au flux des biens et des personnes), une autonomie accrue pour les autorités cachemiries des deux côtés de la ligne, un processus de supervision impliquant Inde, Pakistan et les Cachemiris¹⁹. En 2010, Kurshid Kasuri, ministre des Affaires étrangères pakistanais sous Musharraf, révéla qu'un accord était en vue en 2007, sur la base des « quatre points », pour une période

18. Dialogue composite – sa qualification officielle – car les deux parties s'engagent à discuter de tous leurs contentieux, structurés en huit thèmes : paix, sécurité et mesures de confiance ; Jammu et Cachemire ; glacier du Siachen ; Sir Creek (frontière maritime contestée) ; barrage Wullar/projet de navigation de Tulbul (sur les eaux de la Jhelum, affluent de l'Indus au Cachemire) ; terrorisme et trafic de drogue ; coopération économique et commerciale ; échanges amicaux de délégations de la société civile. Plusieurs cycles de négociations à divers niveaux auront lieu, sans avancées décisives.

19. Interview du général Musharraf, NDTV, New Delhi, 5 décembre 2006.

HÉRODOTE

intérimaire de quinze ans. Encore eût-il fallu que les Parlements des deux pays (et les organisations cachemiries) l'acceptassent. Une fois encore, un possible accord échoua : le général Musharraf entra dans une phase de difficultés politiques majeures, qui amenèrent d'abord la proclamation de l'état d'urgence, puis la défaite de ses partisans aux élections de janvier 2008, enfin sa démission quelques mois plus tard²⁰.

Rebellions islamistes, poussée terroriste, talibanisation

À cette date, cela faisait cinq ans que le président pakistanais s'était aliéné une part considérable des réseaux extrémistes instrumentalisés jusque-là. En dépit de l'ambiguïté de leur mise en application, la décision d'appuyer Washington dans l'intervention en Afghanistan, le discours de 2002 condamnant le jihad et l'interdiction des groupes armés avaient dressé contre lui les éléments les plus radicaux. Dès décembre 2003, Musharraf échappait de justesse à deux attentats meurtriers. La flexibilité relative qu'il afficha ensuite sur le Cachemire, l'arrestation de leaders d'Al-Qaida et la détérioration de la situation dans les zones tribales aggravèrent considérablement la césure entre le pouvoir et ses anciens clients, jusqu'à la rupture pour certains groupes.

Sur le difficile échiquier régional, les zones tribales prirent en effet un poids nouveau. En dépit d'une montée en puissance de la Force internationale d'assistance à la sécurité opérant en Afghanistan (sous commandement de l'OTAN à compter de 2003), la sécurité, précisément, se dégrada particulièrement dans les zones pachtounes du Sud à compter de 2003-2004, alors même que les forces spéciales de l'opération « Liberté immuable » avaient laissé filer aussi bien Al-Qaida que le leadership taliban. Montagneuses, soustraites par tradition à l'autorité militaire, bordières de l'Afghanistan, les zones tribales offraient un sanctuaire idéal aux combattants fuyant l'Afghanistan, qui ne manquaient pas de partisans sur place, bientôt organisés en milices radicales. Une dynamique sociale était en œuvre : comme nombre de mollahs villageois, les chefs tribaux, les *maliks*, commençaient à perdre pied devant l'assertion de jeunes militants locaux, inspirés par les talibans. Très vite, il apparut à Washington que la coopération d'Islamabad était cruciale pour contrôler les sept agences tribales²¹ et leur voisinage. Pour mieux faire pression sur Islamabad, les États-Unis donnèrent en 2004 au Pakistan le rang d'« allié majeur hors OTAN » (il n'y en a qu'une quinzaine

20. Sur les propos de Kasuri : <http://www.paktribune.com/news/print.php?id=226938>.

21. Les sept agences tribales couvrent 27 220 km² et comptaient plus de trois millions d'habitants lors du dernier recensement, en 1998.

CARTE 4. – LES ZONES TRIBALES ET LE SWAT



Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

HÉRODOTE

dans le monde), assorti d'une aide financière substantielle, permettant un redémarrage de l'économie [Rashid, 2008, p. 233], Outre le *Frontier Corps*, force paramilitaire composée de Pachtounes, Islamabad commença à faire entrer dans les zones tribales des troupes régulières non pachtounes, en nombre significatif, en février-mars 2004. En juin, les États-Unis opéraient leur première frappe par drone, au Sud-Waziristan, s'attirant les protestations officielles du gouvernement pakistanais, et l'ire de l'opinion criant à la violation de la souveraineté nationale. Ces deux initiatives, et les « dommages collatéraux » des tirs de drones frappant les non-combattants, radicalisèrent l'opposition aux forces pakistanaises, qui multiplièrent les revers.

Commencèrent alors des négociations entre les représentants de l'État pakistanais et les groupes locaux insurgés. Le premier accord, signé en avril 2004, devait permettre l'expulsion des combattants étrangers (entre autres les Ouzbeks du Mouvement islamiste d'Ouzbékistan), sans grand effet. Deuxième accord, en novembre 2004, alors que l'insurrection avait déjà coûté la vie à quelque 600 soldats : sans suite. En 2006, un accord controversé est signé avec des commandants insurgés à l'initiative du général Orakzai, proche de Musharraf : l'armée s'engageait à retirer ses troupes si les insurgés cessaient leurs attaques contre elle, et cessaient d'opérer en Afghanistan. Orakzai, qui avait commandé le XI^e corps d'armée basé à Peshawar, était alors gouverneur de la Province-Frontière du Nord-Ouest. Depuis des années, il était un chaud partisan de la voie négociée, pour éviter l'insurrection des zones tribales. Il y eut à la fois négociation et insurrection, tous les accords ayant servi à la reconstitution des forces insurgées, avant d'être rompus par l'une ou l'autre partie. Avec plus de 80 000 hommes opérant dans les zones tribales, le Pakistan pouvait faire valoir auprès de George W. Bush son engagement : bien supérieur en nombre à celui des forces internationales en Afghanistan, mais sans résultats clairs, d'autant que les accords étaient signés sans passer ni par les chefs tribaux, ni par les « agents politiques », traditionnels représentants de l'État fédéral dans la région. La stratégie fut un échec, qui permit aux insurgés de monter en puissance : en 2007, de multiples groupes s'unirent pour prendre le nom de Tehrik-e Taliban Pakistan – le Mouvement des talibans pakistanais – avec pour chef Beitullah Mehsud, basé au Sud-Waziristan.

Au total, les années 2004-2007 virent s'intensifier l'insurrection au Pakistan même, d'autant que certains éléments opérant traditionnellement au Cachemire se replièrent sur les zones tribales après la restriction des infiltrations côté indien, imposée par Musharraf à compter de 2003. Cette radicalisation accentua les connexions entre les talibans afghans basés de longue date dans les zones tribales pour opérer en Afghanistan, comme le réseau Haqqani, les nouveaux talibans pakistanais et Al-Qaida. La « connexion Al-Qaida » [Gul, 2008, 2010] accentua la « descente au chaos » [Rashid, 2008], d'autant que 2007 fut un tournant, mosquée

Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

Rouge oblige. Au cœur d'Islamabad, la mosquée Rouge et ses deux séminaires – un masculin, un féminin – avaient pu se développer sur une ligne radicale, qui prit un tour aiguisé en 2007, quand les brigades de la mosquée commencèrent à développer, à la mode talibane, des actions d'intimidation relevant de la « promotion de la vertu et de la protection contre le vice ». Les autorités fermaient les yeux, et laissèrent les armes entrer dans la mosquée, jusqu'à ce que l'enlèvement de citoyennes chinoises travaillant dans des salons de beauté tende soudainement les relations avec Pékin, si importantes pour Islamabad. La manière forte succéda au laxisme, et la mosquée fut assaillie par l'armée en juillet 2007 dans une opération faisant des dizaines de victimes (ou bien davantage), dont l'un des deux frères dirigeant la mosquée, le *maulana*²² Abdul Aziz Ghazi.

L'attaque contre la mosquée Rouge marqua un tournant, en accentuant le rythme des attentats-suicides, qui avaient commencé en 2002, d'abord contre des cibles étrangères (dont les techniciens français de la DCN à Karachi). D'abord limité, le nombre d'attentats terroristes prit dès lors des proportions dramatiques, une triple stratégie se développant : insurrection contre les forces armées, élimination de représentants de l'État et de divers « traîtres » à la cause dans les zones tribales, et multiplication des actions terroristes dans les grandes villes pakistanaïses (Karachi, Lahore, Islamabad, Peshawar). L'armée elle-même, et même l'ISI furent plusieurs fois visées par ces attentats, perpétrés au Pendjab par les réseaux extrémistes non talibans, issus des groupes jadis interdits sans succès²³. L'islamisme armé, jadis instrumentalisé, échappait désormais, pour partie, à ses commanditaires, tandis que l'on commençait à parler de « talibanisation » du Pakistan.

Hors des zones tribales *stricto sensu*, mais toujours dans les terres pach-tounes, la vallée de Swat offrait en effet un second foyer insurrectionnel. À Sufi Mohammad, qui y avait ancré son mouvement pour l'instauration de la charia, mais qui avait été emprisonné après sa mésaventure afghane, avait succédé son gendre, le maulana Qazi Fazlullah, imposant sa poigne (et son discours par sa radio FM) dans la vallée. L'armée était intervenue sans grand succès, et un premier accord, signé en mai 2008, n'avait pas ramené l'ordre. Sufi Mohammad, libéré en 2008, fut invité à jouer les médiateurs. Il obtint du gouvernement de la Province-Frontière du Nord-Ouest, pourtant dirigé par le Parti national Awami ayant écrasé les islamistes aux élections de 2008, un compromis entériné par le gouvernement et même par l'Assemblée nationale. Sous prétexte de ramener

22. Le titre de *maulana* désigne en principe un érudit formé dans les écoles coraniques. Le titre est plus relevé que celui de mollah, d'usage plus commun.

23. Voir l'entretien avec Mariam Abou Zahab dans ce numéro (p. 87).

HÉRODOTE

la paix dans la région l'État, en fait, céda en rase campagne en acceptant en février 2009 l'imposition de la charia au Swat puis, en principe, dans toute la région du Malakand. L'armée devait se retirer, et les talibans coopérer avec l'administration civile. Fort de ce succès, les néotalibans du Swat commirent deux erreurs : d'une part, ils s'avancèrent vers le district voisin de Buner, en direction de la vallée de l'Indus et, au-delà, d'Islamabad ; d'autre part, Sufi Mohammad réaffirma qu'aucun compromis n'était possible entre la Constitution pakistanaise et un véritable ordre islamique, la démocratie étant jugée « non islamique ». L'armée décida alors de reprendre les choses en main, et lança une lourde opération militaire (force aérienne incluse) qui entraîna l'exode de dizaines de milliers de civils. En juin 2009, le chef-lieu du Swat, Mingora, était repris, comme l'essentiel de la vallée. Fazlullah, lui, restait introuvable.

Quelques mois plus tard, l'armée lançait de même des opérations dans les zones tribales : au Sud-Waziristan, bastion du TTP, dont le chef Baitullah Mehsud était mort en août 2009, victime d'un drone américain. Les troupes sont aussi engagées depuis 2008 dans l'agence de Bajaur (où des centaines de milliers de réfugiés ont pris la route), et dans celle de Khyber. Elle est présente dans l'agence d'Orakzai, où elle s'est proclamée victorieuse, comme à Bajaur, en 2010. Quant à l'agence de Kurram, elle offre le cas particulier de conflit intertribal entre les Turis, qui sont chiïtes, et les Bangash qui sont sunnites, les chiïtes s'opposant évidemment à l'idéologie sunnite radicale des talibans.

Le paradigme à l'heure de la politique américaine « AfPak »

Quel sens donner à ces événements, qui font chaque année des milliers de morts au Pakistan, soit dans des combats meurtriers, soit dans des attentats ciblant toutes sortes de victimes ? Et, surtout, font-ils sens face au paradigme stratégique défini de longue date par les militaires pakistanais ? Pour répondre à ces questions, il faut se pencher sur l'évolution de la politique américaine vis-à-vis de l'Afghanistan, et plus largement vis-à-vis du continuum Afghanistan-Pakistan-Inde.

Le rapprochement indo-américain sous George W. Bush

Vu d'Islamabad, l'évolution des relations indo-américaines après les essais nucléaires de 1998 a été préoccupante. Alors qu'Inde et Pakistan étaient l'objet de sanctions consécutives aux essais, la ligne de Washington commença rapidement à privilégier New Delhi. Le non-alignement indien, toujours en usage dans la rhétorique officielle, ne pouvait avoir les mêmes implications que pendant la guerre froide, désormais terminée. La visite réussie du président Clinton en

Inde, en mars 2000, ouvrit un nouveau cycle visant à normaliser enfin les relations entre « la plus vieille et la plus grande des démocraties du monde ». Le réveil économique de l'Inde, commencé dans les années 1990, n'y était pas pour rien, et depuis des années les cercles de réflexion américains préconisaient de redéfinir la politique américaine vis-à-vis de New Delhi, et de mettre enfin en place la *dehyphenation*, en déconnectant cette politique de celle menée vis-à-vis d'Islamabad, et en refusant de l'enfermer dans un jeu à somme nulle, où toute avancée positive pour l'un des deux voisins était perçue comme étant au détriment de l'autre. Sous les présidences Bush, ce rapprochement avec l'Inde s'accroît, non seulement pour des raisons économiques (au milieu des années 2000 la croissance indienne était de 9 % l'an) mais aussi pour des raisons géopolitiques majeures. Sans trop s'illusionner sur la possibilité d'une réelle alliance avec l'Inde, du moins pouvait-on l'encourager « à trouver sa place dans le monde », c'est-à-dire, traduit dans le langage de la Realpolitik, à faire de la montée en puissance de l'Inde démocratique un contrepoids possible à la montée en puissance bien plus affirmée de la Chine. La volonté de l'administration américaine de modifier les principes internationaux d'accès au nucléaire civil – très restreints pour un pays non signataire du Traité de non-prolifération – lui permit d'aboutir en 2008, après trois ans de dures négociations bilatérales et internationales. Le Pakistan s'en inquiéta, d'autant qu'on parla un temps aussi d'une possible coopération dans le domaine du bouclier antimissile.

Aidant les avancées indiennes, Washington n'en définissait pas moins une politique de coopération avec le Pakistan, maintes fois qualifié de partenaire de premier plan dans la « guerre contre la terreur ». La politique d'aide au Pakistan, au nom de cette guerre et du nouveau statut d'allié majeur hors OTAN, veillait à garantir le soutien d'un pays décisif pour la guerre d'Afghanistan, à tous égards. Mais, derrière les discours, l'ambiguïté pakistanaise dérangeait. Non pas tant au Cachemire – sauf risque de guerre avec l'Inde – que sur le front afghan. Toutefois, les vacillements de la politique Bush vis-à-vis de l'Afghanistan laissaient au Pakistan une certaine marge de manœuvre.

À preuve, la poursuite incertaine d'Al-Qaida. L'enjeu d'Al-Qaida était tel, au lendemain du 11 Septembre, qu'il avait été ensuite l'objet de toutes sortes d'hypothèses, ou de voiles de fumée, après que son leadership eût échappé, en décembre 2001, à la poursuite des forces internationales et des milices afghanes anti-talibans, dans les montagnes de Tora Bora, à deux pas de la frontière pakistanaise, face à l'agence de Kurram. On imagina tour à tour Oussama ben Laden en Afghanistan, ou dans les zones tribales pakistanaises, ou dans le district de Chitral voisin de l'Afghanistan, voire au Cachemire pakistanaise... On le dit terrassé par ses ennuis rénaux, voire décédé – avant qu'il ne réapparaisse sur les vidéos diffusées par Al Jazeera. Le général Musharraf a toujours plaidé l'ignorance sur ce dossier, ou laissé croire dès janvier 2002 que le Saoudien était « probablement

HÉRODOTE

mort », sinon « quelque part en Afghanistan »²⁴. En fait, depuis des années, les pistes américaines convergent vers les zones tribales pakistanaises, où Al-Qaida – la base – serait désormais localisée. S’il est difficile de comprendre comment les multiples services de renseignement n’ont pas permis une traque aussi efficace que celle qui a conduit à Saddam Hussein quelques mois après sa chute, on peut invoquer les évidentes différences de terrain, la sociologie très particulière des zones tribales où l’armée pakistanaise n’était jamais entrée jusque-là et le traditionnel code de l’honneur pachtoune – un des paramètres de l’esprit *pashtunwali*, qui régit les rapports sociaux – qui, outre la bravoure, l’honneur et la protection des hôtes, intègre comme principe la responsabilité collective en matière de délit (un principe retenu dans les *Frontier Crime Regulations* mises en place par les Britanniques en 1901, et préservées par le Pakistan indépendant dans les zones tribales). La famille, le clan, la tribu sont ainsi responsables des actes de chacun de leurs membres. Un traître éventuel appelle donc une sanction sur l’ensemble de son groupe. Mais, au-delà de paramètres anthropologiques, il faut prendre en compte aussi le jeu des acteurs institutionnels d’une part, et leurs hésitations de l’autre. Très éclairante à cet égard est l’enquête publiée par le *New York Times* en juin 2008, qui souligne, d’une part, comment la volonté de frapper Al-Qaida au Pakistan a pâti de la réorientation des priorités de la Maison-Blanche vers l’Irak dès 2002, des incertitudes et des divergences de vues entre agences de renseignement et au sein même de la CIA sur la validité des renseignements permettant de localiser les chefs d’Al-Qaida, et en particulier son numéro 2, Ayman al-Zawahari, et, d’autre part, comment elle a souffert de la posture des autorités pakistanaises, toujours soupçonnées de mener double jeu, mais craignant aussi légitimement les conséquences d’une entrée en force de l’armée dans les zones tribales, et *a fortiori* les conséquences d’une intervention terrestre des commandos américains. Les risques inhérents à une telle tactique, plusieurs fois envisagée par les stratèges américains et mise en œuvre de façon très limitée (deux opérations mineures à la fin du mandat Bush), ont freiné le Pentagone, fort conscient des contre-effets possibles : le syndrome de la baie des Cochons à Cuba, ou du fiasco des opérations au Cambodge contre le Vietminh reste bien vivace... À défaut, le recours aux drones, accentué à compter de 2006 et 2007, a paru une procédure assez efficace pour éliminer des leaders insurgés par des frappes ciblées, bénéficiant évidemment, quoique l’armée pakistanaise ait pu dire, de renseignements glanés au Pakistan.

24. Interview du général Musharraf à CNN, 18 janvier 2002.
<http://edition.cnn.com/2002/WORLD/asiapcf/south/01/18/gen.musharraf.binlad>

Barack Obama et l'AfPak

L'arrivée au pouvoir de Barack Obama devait altérer ce délicat équilibre entre États-Unis et Pakistan. Définissant l'Irak comme une cible erronée, Obama recentra la stratégie américaine non seulement sur l'Afghanistan, mais sur le continuum Afghanistan-Pakistan, baptisé AfPak. Formulée par le président le 29 mars 2009, la nouvelle stratégie s'appuie sur un constat clair, qui mérite d'être cité :

Al-Qaida et ses alliés – les terroristes qui ont planifié les attaques du 11 Septembre ou qui les ont épaulées – sont au Pakistan et en Afghanistan. De multiples analyses des services de renseignement nous préviennent qu'Al-Qaida prépare activement de nouvelles attaques du sol américain depuis son sanctuaire pakistanais. Et si le gouvernement afghan devait tomber face aux talibans – ou laisser Al-Qaida opérer sans restriction –, ce pays pourrait de nouveau être la base de terroristes voulant tuer le plus grand nombre de personnes possible.

Le futur de l'Afghanistan est inextricablement lié à celui de son voisin – le Pakistan. Depuis les quelque huit années écoulées depuis le 11 Septembre, Al-Qaida et ses alliés extrémistes ont traversé la frontière en direction des zones isolées des marges du Pakistan. Le leadership d'Al-Qaida – Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri – en font très certainement partie. Ils ont transformé cette région montagneuse en sanctuaire pour s'y cacher, y former des terroristes, communiquer avec leurs partisans, comploter des attaques, et envoyer des combattants pour appuyer l'insurrection en Afghanistan. Pour le peuple américain, cette région frontalière est devenue le lieu le plus dangereux du monde²⁵.

Précisant qu'Al-Qaida et ses alliés extrémistes établis au Pakistan ne sont pas seulement les ennemis de l'Amérique, mais qu'ils représentent pour ce pays « un cancer qui risque de le tuer de l'intérieur » ; rappelant le prix payé par le Pakistan face aux terroristes, Obama n'en délivre pas moins un message ferme aux autorités pakistanaises. Certes, il n'est pas aisé de lutter dans les zones tribales, et Washington entend aider davantage les forces pakistanaises dans leur action anti-terroriste. Mais il attend en retour un engagement clair :

Après des années de résultats incertains, nous ne pouvons donner un chèque en blanc, et nous ne le donnerons pas. Le Pakistan doit démontrer sa résolution à éradiquer Al-Qaida et les extrémistes violents de son territoire. Et nous insisterons pour que,

25. *The White House. Remarks by the President on a New Strategy for Afghanistan and Pakistan*, 27 mars 2009. Traduction de l'auteur.

d'une façon ou d'une autre, l'action soit engagée quand nous avons des informations sur la localisation de terroristes de haut niveau²⁶.

Obama met en place en parallèle une politique d'aide au développement de 7,5 milliards de dollars en cinq ans, définie par le projet de loi préparé conjointement par John Kerry, représentant démocrate, et Richard Lugar, sénateur républicain, « pour promouvoir un partenariat stratégique avancé avec le Pakistan et son peuple ». Le texte Kerry-Lugar, finalement voté en septembre 2009 [U.S. Congress, 2009], a fait ciller l'armée pakistanaise – entre autres ! – par ses conditionnalités, qui touchent au respect de la démocratie, et par ses champs d'activité couvrant jusqu'aux programmes de l'enseignement dans les madrasas.

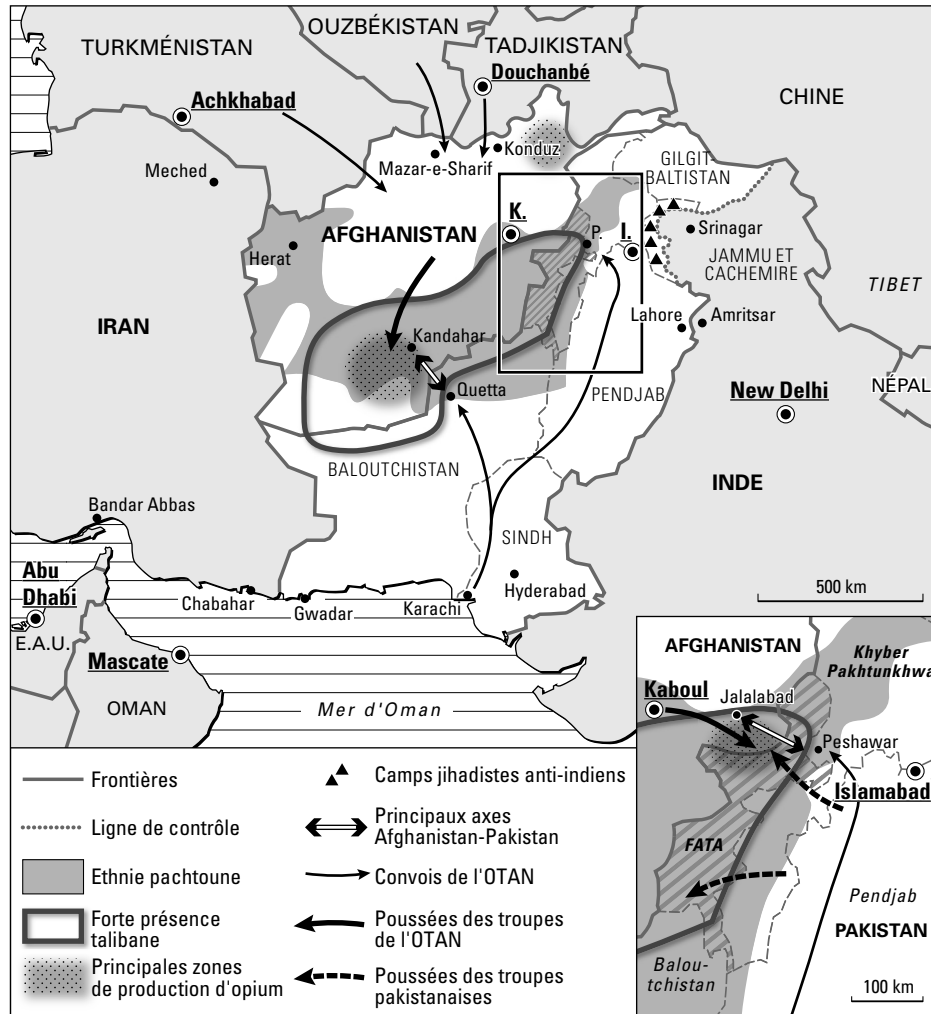
Dans son discours programmatique sur la nouvelle stratégie AfPak, le président Obama annonce également la nomination d'un émissaire spécial, le diplomate chevronné Richard Holbrooke, spécialement en charge du dossier (une extension hypothétique de son champ d'action au Cachemire ou à l'Inde est abandonnée devant l'immédiate fin de non-recevoir formulée par New Delhi. Depuis sa nomination, Richard Holbrooke a multiplié les visites au Pakistan, comme tous ceux qui comptent : chefs militaires de premier plan, secrétaire à la Défense, secrétaire d'État.

A priori, la ligne Obama accroît sensiblement la pression sur Islamabad, peu satisfait d'être placé dans le même sac que l'Afghanistan. Elle l'accroît d'autant plus qu'en novembre 2008 les commandos du Lashkar-e Taïba, attaquant plusieurs hauts lieux de Mumbai, ont fait plus de 160 morts dans la métropole indienne, y compris des victimes étrangères. Si le gouvernement indien récuse alors une réponse militaire, il gèle le dialogue indo-pakistanaï, et exige d'Islamabad la reddition des coupables. Après une première phase de déni, les autorités pakistanaïses arrêtent des commandants militaires du Lashkar, placés en détention, mais elles se refusent à frapper à la tête : Hafiz Mohammad Saeed, chef du Jamaat-ud-Dawa, est laissé libre par les tribunaux, « faute de preuves ». Terrorisme en Inde, terrorisme en Afghanistan (par deux fois contre l'ambassade de l'Inde à Kaboul, jugée bien trop entreprenante par les autorités pakistanaïses), terrorisme démultiplié au Pakistan même²⁷, pressions américaines : le paradigme pakistanaï semble

26. Un mois avant les fuites de Wikileaks sur la conduite de la guerre en Afghanistan, en juillet 2010, une étude britannique avait éclairé les liens continus entre l'ISI et les talibans, afghans ou pakistanaï, opérant en Afghanistan [Waldman, 2010].

27. À en croire une source indienne, les actions terroristes (ou insurrectionnelles) auraient fait 7 600 morts dans la population civile (et 2 800 dans les forces de l'ordre) au Pakistan entre 2003 et 2009, avec une forte aggravation à compter de 2007. « Pakistan Assessment 2010 », South Asia Terrorism Portal, Institute for Conflict Management, New Delhi. <http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/>

CARTE 5. – « L'AFPAK »



Hérodote, n° 139, La Découverte, 4^e trimestre 2010.

HÉRODOTE

un moment en bout de course. Parmi les victimes des attentats, une cible de choix, Benazir Bhutto, tuée en décembre 2007 lors de la campagne électorale qu'elle pouvait espérer gagner. Revendiqué par Beitullah Mehsud, chef du Tehrik-e Taliban Pakistan, mais sujet de multiples hypothèses, l'attentat a surtout montré l'incurie suspecte des services de sécurité, comme l'a souligné un rapport d'une commission d'enquête de l'ONU²⁸.

Le paradigme tient bon : la doctrine Kayani

Pourtant, le paradigme tient bon, pour deux raisons. La première, circonstancielle, tient à la personnalité du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Ashfaq Parvez Kayani, qui prit en 2007 le bâton de commandement quand le général Musharraf dut renoncer à l'uniforme pour rester (brièvement) président. Kayani, qui avait été secrétaire militaire de Benazir Bhutto, et qui dirigeait l'ISI à l'heure de sa promotion, bénéficiait de la confiance (au moins relative) des Américains pour avoir su rester neutre lors des élections de février 2008, et pour avoir engagé résolument ses troupes au Swat et dans les zones tribales. En juillet 2010, à quelques mois de la retraite, il a été prorogé pour trois ans par le Premier ministre Gilani, avec l'assentiment du président Zardari, fort peu apprécié par l'armée au demeurant. Désormais le mandat de l'homme fort de l'armée est calqué sur celui des autorités civiles – si elles terminent leur mandat. La stabilité devrait donc prévaloir.

La seconde raison tient à l'évolution de la guerre en Afghanistan, et à l'impasse dans laquelle elle se trouve, en dépit du sursaut voulu par le président Obama qui a augmenté de 30 000 hommes les troupes américaines dans le pays. Le 28 janvier 2010, à la conférence de Londres sur l'Afghanistan, la communauté internationale a pour la première fois donné son appui à la volonté du président Karzai de mettre en œuvre une politique de « réconciliation nationale » tablant sur le ralliement d'une part des talibans à la Constitution du pays (un pari assez improbable). Six mois plus tard, à la conférence de Kaboul, l'objectif a été confirmé, avec un nouveau calendrier prévoyant que l'essentiel des forces internationales (dont 100 000 soldats américains) pourrait quitter le pays à l'horizon 2014, après la montée en puissance déjà engagée de l'armée et de la police afghanes. Le nouveau chef des forces internationales en Afghanistan, le général Petraeus, a de son côté confirmé que la date de 2011 hâtivement annoncée en décembre 2009 par

28. « Report of the United Nations Commission of Inquiry into the facts and circumstances of the assassination of former Pakistani Prime Minister Mohtarma Benazir Bhutto », 15 avril 2010. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=34384&Cr=bhutto&Cr1>

le président Obama pour le début du retrait des troupes américaines n'était pas contraignante.

2011 ou 2014 : en tout état de cause, le Pakistan peut préparer l'avenir et il le fait, avec, évidemment, l'armée aux commandes. Fort de ses liens avec les talibans afghans, Islamabad s'inscrit déjà comme un interlocuteur privilégié (avec l'Arabie saoudite) pour jouer les médiateurs incontournables. Les autorités pakistanaises en profitent pour faire pression afin que l'Inde soit écartée des négociations futures sur l'avenir de l'Afghanistan. Et l'ISI, bien entendu, entre en scène. Moins de quinze jours après la conférence de Londres, elle arrête miraculeusement, à Karachi, le n° 2 présumé de la Quetta Shura, le mollah Abdul Ghani Baradar, considéré comme le tacticien de l'insurrection talibane en Afghanistan. Mais Baradar est aussi présenté comme susceptible d'être l'un des possibles interlocuteurs du président Karzai – ils appartiennent tous deux à la même tribu, les Popalzai. Deux hypothèses circulent dès lors, qui peuvent être valides toutes deux. D'une part, l'arrestation de Baradar envoie un message à la Quetta Shura, pour préparer un des axes possibles d'une négociation consistant à couper les ponts avec Al-Qaïda (ce que le mollah Omar avait refusé en 2001)²⁹. De l'autre, elle permet au Pakistan de court-circuiter toute négociation directe entre Afghans, en détenant une carte qui pourrait être maîtresse.

Tout cela s'inscrit par ailleurs dans une stratégie sélective à l'encontre des forces insurgées des zones tribales. L'armée pakistanaise est intervenue dans de multiples agences, mais pas au Nord-Waziristan, en invoquant un manque de moyens. Il se trouve que c'est précisément là que sont basées deux formations servant la stratégie pakistanaise. D'une part, les talibans locaux de Hafiz Gul Bahadur, qui n'ont pas suivi le Tehrik-e Taliban Pakistan dans son insurrection contre l'État pakistanais; d'autre part, le réseau Haqqani : le père, Jalaluddin Haqqani, fut un des chefs moudjahidines afghans dans le jihad antisoviétique, et devint ministre sous les talibans. Il est aujourd'hui assisté par son fils, Sirajjudin. Certes le réseau est ciblé par les drones américains, car il est l'un des acteurs les plus efficaces contre les forces internationales en Afghanistan, mais il est toujours considéré comme un atout dans la stratégie pakistanaise, tout comme pourrait l'être Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hizb-e Islami, et qui fut brièvement Premier ministre afghan tout en étant l'un des plus actifs diviseurs du mouvement des moudjahidines. Hekmatyar, qu'on dit tantôt en Afghanistan, tantôt au Pakistan, est connu pour ses liens anciens avec l'ISI. Une branche légale du Hezb-e Islami

29. Une étude récente [Sternesen, 2010] souligne les divergences entre la Quetta Shura, centrée sur l'Afghanistan, et Al-Qaïda, qui soutient les talibans pakistanais dans leur lutte contre l'appareil d'État. La Quetta Shura regrouperait depuis 2001 aux abords de la capitale du Baloutchistan le commandement en exil des talibans afghans, autour du mollah Omar.

HÉRODOTE

comptait dix-neuf élus dans le dernier Parlement afghan, dont un ministre, tout en affirmant n'avoir plus de liens avec Hekmatyar, qui pourrait toutefois redevenir un atout pour Islamabad, dans un Afghanistan postaméricain.

Cette stratégie pakistanaise est aussi, bien sûr, le fruit de la « doctrine Kayani ». Une de ses rares (et longues) rencontres avec la presse, en février 2010, permet de souligner combien la doctrine de l'homme fort du Pakistan reste fidèle à la ligne traditionnelle. Une journaliste pakistanaise chevronnée en dresse ainsi la teneur :

« Le Pakistan ne peut accepter que l'Inde joue un rôle significatif en Afghanistan » : une mise en garde contre l'idée que l'Inde puisse contribuer à la formation des troupes afghanes, sans parler de sa présence civile.

« Les récentes déclarations militaires formulées à New Delhi récemment inquiètent énormément Islamabad » : le chef d'état-major de l'armée de terre indienne, le général Kapoor, avait, portes closes, évoqué la possibilité de mener une guerre sur deux fronts, pakistanais et chinois, et confirmé la doctrine du « démarrage à froid ».

« Les avancées de la diplomatie secrète conduite sous le général Musharraf ne définissent pas nécessairement la base de la position d'Islamabad aujourd'hui » : façon d'enterrer les déclarations de Khurshid Kasuri sur la proximité d'un accord bilatéral en 2007.

« Le Cachemire reste notre point focal³⁰. »

Un autre compte rendu de presse précise en ces termes, quant à l'Afghanistan, la doctrine communiquée un mois plus tôt par le général Kayani lors de sa présentation au quartier général de l'OTAN, en Belgique : « Dans le paradigme stratégique, l'Inde reste une menace naturelle, sur le long terme, et l'Afghanistan est dans la sphère d'influence du Pakistan – une perspective comparable à la doctrine Monroe pour les États-Unis. » Et il ajoute : « Le Pakistan ne cherche pas un Afghanistan talibanisé. Il propose de former l'armée et la police afghanes³¹. »

Conclusion : l'autre volet du paradigme

On pouvait se demander dans les années 2003-2006, à voir s'infléchir le discours du général Musharraf vis-à-vis du Cachemire, si l'émergence d'un nouveau paradigme n'était pas envisageable. On pouvait ensuite penser que ce paradigme ancien, crispé sur l'Inde, risquait de devenir caduc devant la réalité des défis internes, ballottant le pays entre insurrections et terrorisme, tandis

30. Mariana Baabar, « Gen. Kalyani on India's 'Cold start attack doctrine », siyasipakistan.wordpress.com, 21 février 2010.

31. « The Kayani Doctrine ». <http://pakistanpolicy.com/2010/02/03/the-kayani-doctrine/>

que l'arrivée de Barack Obama accentuait la pression pour obtenir les résultats attendus dans la nouvelle logique AfPak. Force est de constater aujourd'hui que le vieux paradigme tient bon. Les commanditaires des attentats de Mumbai ont gagné leur pari : le dialogue bilatéral est arrêté, sans que l'Inde soit entrée en guerre. Mieux, à compter de juin 2010, une manière d'*intifada* a ébranlé de nouveau la vallée du Cachemire, nourrie semaine après semaine par des forces indiennes incompetentes tirant à balles réelles sur des jeunes jeteurs de pierres, nourrissant ainsi un mouvement dont la nature est incertaine : spontanée certes, mais peut-être aussi manipulée en sous-main par des islamistes cachemiris en voie de radicalisation. Enfin, la révision rapide d'une politique AfPak, qui a désormais pour horizon de construire les conditions du départ de la plupart des troupes étrangères et d'un dialogue avec les talibans, place de nouveau Islamabad au cœur de l'échiquier.

Pourquoi dès lors changer de paradigme ? On pourrait avancer plusieurs arguments. La poussée suicidaire du terrorisme et l'expansion multiforme de la violence. Les succès mitigés des stratégies de contre-insurrection, par des forces traditionnellement formées à contenir un ennemi d'un autre type [Jones et Fair, 2010]. L'essor de la talibanisation, qu'on commence à percevoir au Pendjab, dans le cœur du pays, sur le terreau labouré par les extrémistes du Sipah-e sahaba et leurs épigones. Les conflits sectaires, entre sunnites et chiites, voire entre sunnites déobandis et barelvis. Une récente étude indienne du Pakistan, certes issue d'un institut lié au ministère de la Défense, s'interroge sur la possibilité, après le passage de l'islamisation à la talibanisation, d'un glissement conflictuel vers la « libanisation » [IDSA, 2010, ch. 4]. La persistance des frustrations régionales, du Baloutchistan au Gilgit-Baltistan, soulève elle aussi des hypothèses perturbantes sur « l'état de l'Union » en proie aux forces centrifuges [Harrison, 2009]. Les effets de la crise, encore accentués par ce que sera sur le moyen terme le bilan catastrophique des inondations de 2010. Le différentiel toujours accru avec l'Inde, dont le PNB est aujourd'hui sept fois supérieur à celui du Pakistan, quand il n'était pas même trois fois le sien en 2001.

Rien n'y fait pourtant, et si le général Kayani assure vouloir « la coexistence pacifique avec l'Inde », il juge toujours celle-ci plus dangereuse que les périls internes, si graves soient-ils. Delhi est-elle plus menaçante que l'islamisme insurrectionnel ? À l'entendre, la réponse est positive : « *Yes, we are India-centric*. Oui, nous sommes focalisés sur l'Inde. Nous avons avec elle de multiples contentieux non résolus, une histoire conflictuelle, et maintenant cette doctrine militaire du « démarrage à froid ». Résolvons ces problèmes, et nous pourrons alors tourner notre attention des frontières orientales vers celles de l'Ouest³². »

32. Mariana Bahaar, *loc. cit.*

Cette persistance à tenir la ligne de la part d'un chef militaire qui n'est pas connu pour son aventurisme ne découle pas d'une seule lecture stratégique de l'environnement régional. Compte aussi l'autre volet du paradigme pakistanais, moins stratégique que sociopolitique. Né dans les affres de la partition, incapable de mettre sur pied, au lendemain de sa création, un régime politique stable, le Pakistan a vite connu des coups d'État militaires à répétition. Formée par de multiples guerres contre l'Inde, persuadée d'être le rempart et l'élite de la nation, l'armée est devenue un État dans l'État. Elle s'est arrogé un rôle central, en se posant comme la sauvegarde de l'intérêt national, face aux compromissions délétères de politiciens inefficaces et corrompus : à chaque coup d'État, le général arrivant au pouvoir n'a pas manqué de peindre le pays comme étant au bord de l'abîme, en raison de l'incurie des gouvernements civils. Une belle excuse, souvent entérinée par la Cour suprême pakistanaise, au nom du « principe de nécessité ». Certes, les expériences démocratiques ont été décevantes. Ce fut le cas lors de la décennie 1990. C'est encore le cas aujourd'hui, avec un président déconsidéré, et un Premier ministre condamné à revenir sur sa décision chaque fois qu'il pensait pouvoir commander l'ISI, en la rattachant au ministère de l'Intérieur, ou en dépêchant son chef à New Delhi après les attentats de Mumbai. Chaque fois, comme dans tout ce qui touche à la politique de défense et de sécurité et aux relations avec l'Inde et l'Afghanistan, c'est l'armée qui tranche – par un refus. Une armée portée par un « complexe sécuritaire » puissant [Nawaz, 2009]. Une armée qui est aussi, au-delà de sa fonction propre, la première puissance économique du Pakistan, par les fondations qu'elle a créées, par les entreprises qu'elle contrôle, par les privilèges qu'elle offre à ses officiers : l'armée, c'est aussi le « *milbus* », le *military business* [Siddiq, 2007]. À cet égard, une normalisation des relations avec l'Inde priverait l'armée d'une part de son prestige, d'une part de son budget, d'une part de ses privilèges. Face à cette puissance centrale, incontournable, les marges de manœuvre des autres élites de la nation sont minces : propriétaires fonciers souvent quasi féodaux (il n'y a pas eu de réforme agraire au Pakistan) et haute fonction publique peuvent partager avec la classe politique et avec les officiers supérieurs des intérêts communs, qui sont, pour partie, des intérêts de classe. La bourgeoisie d'affaires fait partie du lot (la famille de Nawaz Sharif par exemple), même si l'on entend parfois les chambres de commerce de Karachi ou de Lahore rêver de relations commerciales accrues avec la locomotive indienne, qui, après la crise, va renouer avec des taux de croissance de 8 à 9%... Dans un tel contexte, la part de l'intelligentsia qui souhaite la normalisation, sans pour autant se bercer d'illusions sur l'Inde et sa désastreuse politique au Cachemire, se fait entendre souvent à contre-courant, dans un pays où la construction nationale pallie l'insuffisance du ciment religieux en inculquant, dès les premiers manuels scolaires, l'idée d'un fier Pakistan dressé contre la fourberie de l'Hindoustan voisin. Emblématique

est à cet égard l'initiative prise par deux grands groupes de presse, celui de *Jang* au Pakistan, celui du *Times of India* en Inde, de favoriser en continu dialogues, rencontres et forums, sous le nom prometteur d'*Aman ki Asha* : « l'espoir pour la paix »³³.

Dans un rapport récent consacré à l'avenir prévisible de l'AfPak, Bruce Riedel, qui avait conduit la révision stratégique amenant le président Obama à mettre en avant ce concept, reconnaît la difficulté de la tâche, et la modestie qu'il convient d'avoir vis-à-vis de l'Afghanistan. Il est plus optimiste pour Al-Qaida, que ne soutient « qu'une très petite minorité de musulmans », et qui n'est « ni l'Allemagne nazie sous Hitler, ni la Russie communiste sous Staline ». Quant au Pakistan, il y voit naître un espoir, à la suite du vote récent du 18^e amendement constitutionnel, qui réduit le pouvoir présidentiel renforcé sous Musharraf, au profit d'un régime parlementaire : « Le Pakistan a voté en avril 2010 un amendement constitutionnel décisif qui change fondamentalement la distribution du pouvoir dans le pays. C'est l'un des développements politiques les plus importants de l'histoire du pays » [Riedel, 2010, p. 8-9]. Vraiment ? Je pense plutôt que le cœur du pouvoir ne se définit pas seulement, au Pakistan, par les règles constitutionnelles, si importantes soient-elles, car l'armée dispose toujours d'un rôle dépassant celui que lui assignent les textes.

Faut-il pour autant annoncer le pire ? Voilà près de vingt ans, et vingt ans après la sécession du Bangladesh, Tariq Ali, grande figure de la gauche pakistanaise établie à Londres, posait la question rituelle : « Le Pakistan peut-il survivre ? » [Ali, 1991]. En 2008, Ahmed Rashid, auteur pakistanaise de référence sur les talibans, décrivait « la descente au chaos », et annonçait la victoire possible de l'islamisme [Rashid, 2008]. L'année suivante, il offrait au lecteur de la *New York Review of Books*, dans un long article, une plongée dans le Pakistan d'Asif Ali Zardari, sous un titre inusable : « Au bord de l'abîme » [Rashid, 2009]. Peut-être a-t-il raison, car la crise d'aujourd'hui est sans doute l'une des plus graves depuis celle de 1970-1971. Mais peut-être pas : les dirigeants civils et militaires du pays ont souvent exagéré les risques (réels) pour mieux tabler sur l'aide étrangère, quitte à manifester en même temps un nationalisme ombrageux. La vraie question, *in fine*, est peut-être là : le paradigme stratégique, apparemment inaltérable en dépit des dérives qui menacent le pays, n'est-il qu'un pari sur le moyen terme alors qu'à long terme il emprisonnerait le pays dans un moule géopolitique dépassé par les nouvelles dynamiques géoéconomiques et par les nouvelles configurations portées par l'émergence de l'Asie ? Le paradigme établi de longue date ne serait alors qu'un paradoxe, perpétuant un passé problématique sous prétexte d'assurer l'avenir.

33. Voir le site <http://www.amankiasha.com>

Bibliographie

- ABBAS H. (2005), *Pakistan's Drift into Extremism. Allah, the Army, and America's War on Terror*, M.E. Sharpe, Londres.
- ABOU ZAHAB M. (2006), « Pakistan. Entre implosion et éclatement ? », *Politique étrangère*, 2, p. 309-318.
- ABOU ZAHAB M. (2008), « Le SSP, héraut du sunnisme militant au Pakistan », in GAYER L. et JAFFRELOT C. (dir.), *Milices armées d'Asie du Sud*, Presses de Sciences Po, Paris, p. 179-199.
- ABOU ZAHAB M. (2010), « Des talibans aux néotalibans : chronique d'un mouvement social », in *Les Crises en Afghanistan depuis le XIX^e siècle*, Études de l'IRSEM, n° 1, avril, p. 133-143.
- ABOU ZAHAB M. et ROY O. (2002), *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise*. Éditions Autrement, Paris.
- AHMED K. et al. (2000), *On the Abyss, Pakistan after the Coup*, Harper & Collins, New Delhi.
- ALI T. (1991), *Can Pakistan Survive? The Death of a State*, Verso, Londres.
- BAXTER C. (dir.) (2004), *Pakistan on the Brink. Politics, Economics, and Society*, Oxford University Press, Karachi.
- BOQUERAT G. (2009), « The Democratic Transition in Pakistan Under Stress », *Asie Visions* n° 13, Institut français des relations internationales, Paris.
- BOQUERAT G. (2010), « L'appropriation au Pakistan de la "guerre contre le terrorisme" », in *Les Crises en Afghanistan depuis le XIX^e siècle*, Études de l'IRSEM, n° 1, avril, p. 95-108.
- CHOUDHRY I. A et AKHTAR R. (2010), « India-Pakistan Peace Process 2004-2008 : a Case Study of Kashmir », *Research Journal of International Studies*, n° 13, mars, p. 47-53.
- FAIR C. (2010), « Obama's New "Af-Pak" Strategy : Can "Clear, Hold, Build, Transfer" Works ? » *The Afghanistan Papers*, n° 6, The Center for International Governance Innovation, Waterloo.
- GARTENSTEIN-ROSS D. et MAY C. D. (dir.) (2010), *The Afghanistan-Pakistan Theater. Militant Islam, Security and Stability*, Foundation for Defense of Democracies, Washington D.C.
- GUILLARD O. (2005), *Le Pakistan de Musharraf, enfin respectable ?* Lignes de repères, Paris.
- GUL I. (2008), *The Al-Qaida Connection. The Taliban and Terror in Pakistan's Tribal Areas*, Viking, Penguin, New Delhi.
- GUL I. (2010), *The Most Dangerous Place : Pakistan's Lawless Frontier*, Viking/Penguin, New York.
- HAQQANI H. (2005), *Pakistan : Between Mosque and Military*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington D.C.
- HARRISON S. (dir.) (2009), *Pakistan. The State of the Union*, Center for International Policy, Washington D.C.
- IDSIA (2010), *Whither Pakistan? Growing Instability and Implications for India*. Institute for Defence Studies and Analysis, New Delhi.

- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2003), «Pakistan : the Mullahs and the Military», *Asia Report*, n° 49, Islamabad/Bruxelles, mars.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2004), «Unfulfilled Promises : Pakistan's Failure to Tackle Extremism», *Asia Report*, n° 76, Islamabad/Bruxelles, janvier.
- JAFFRELOT C. (dir.) (2000), *Le Pakistan*, Fayard, Paris.
- JAFFRELOT C. (dir.) (2002), *Pakistan. Nationalism without a Nation ?* Manohar, New Delhi/Zed Books, Londres.
- JINNAH M. A. (1947a), «Presidential Address to the Constituent Assembly», Karachi, 11 août, http://www.pakistani.org/pakistan/legislation/constituent_address_11aug1947.html
- JINNAH M. A. (1947b), «Speech at the inauguration of the Pakistan Broadcasting Service», Karachi, 15 août, in M. RAFIQUE AFZAL (dir.) (1973), *Speeches and Statements of the Quaid-i-Azam Mohammad Ali Jinnah*, Research Society of Pakistan, University of Punjab, Lahore, p. 429.
- JINNAH M. A. (1948), «Broadcast Address to the People of the United States of America», février. <http://www.pakistan.gov.pk/quaid/speech25.htm>
- JONES S. G. et FAIR C. C. (2010), *Counterinsurgency in Pakistan*, National Security Division, Rand Corporation, Santa Monica CA.
- LAFRANCE P. (1999), «Et pourtant, le Pakistan existe», in C. JAFFRELOT (dir.), *Le Pakistan, carrefour de tensions régionales*, Complexe, Bruxelles, p. 117-128.
- KHAN R. (1998), *Pakistan, a Dream Gone Sour*, Oxford University Press, Karachi.
- MUSHARRAF P. (2006), *In the Line of Fire. A Memoir*, Simon & Schuster, Londres/New York.
- NAWAZ S. (2009), «Pakistan's Security Complex», in K. ZETTERLUNG, *Pakistan. Consequences of Deteriorating Security in Afghanistan*, FOI, Swedish Defence Research Agency, Report FOI-R-2683-SE, Stockholm, janvier, p. 15-31.
- RACINE J.-L. (2001), «Au Pakistan, quel islam pour quelle nation ?», *Le Monde diplomatique*, décembre.
- RACINE J.-L. (2002), *Cachemire, au péril de la guerre*, Éditions Autrement, Paris.
- RACINE J.-L. (2007), «Le Pakistan et l'hypothèse démocratique», *Études*, décembre, p. 585-596.
- RACINE J.-L. (2009), «Obama, la "longue guerre" et la question afghano-pakistanaise», *Hérodote*, n° 132, p. 23-46.
- RASHID A. (2008), *Descent into Chaos. How the War against Islamic Extremism is being lost in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, Allen Lane, Londres.
- RASHID A. (2009), «Pakistan on the Brink», *The New York Review of Books*, 11 juin.
- RIEDEL B. (2010), «Obama's War : Prospects for the Conflict in Afghanistan and Pakistan», *The Afghanistan Papers*, n° 7, The Centre for International Governance Innovation, Waterloo.
- SIDDIQA A. (2007), *Military Inc. Inside Pakistan's Military Economy*, Pluto Press, Londres.
- STERNESEN A. (2010), *Al-Qaida's Allies. Explaining the Relationship Between Al-Qaida and various Factions of the Taliban after 2001*, Counterterrorism Strategy Initiative Policy Paper, New America Foundation, Washington D.C., avril.

HÉRODOTE

- U.S. CONGRESS (2009), *Enhanced Partnership with Pakistan Act 2009* (S-1707), Washington D.C. <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/D?c111:3:./temp/~c111NhJQ3O>
- WALDMAN M. (2010), *The Sun in the Sky: the Relationship between Pakistan's ISI and Afghan Insurgents*, Crisis States Research Centre, discussion paper 18, Development Studies Institute, London School of Economics, Londres.
- ZETTERLUND C. (dir.) (2009), *Pakistan. Consequences of Deteriorating Security in Afghanistan*, FOI, Swedish Defence Research Agency, Report FOI-R-2683-SE, Stockholm, janvier.